

La revue catholique des idées et des faits

SOMMAIRE

Contrôle des naissances et eugénique
Godefroid Kurth
Pour la démocratie chrétienne
Le tombeau de mon petit ami
Réponse à Paul Lespineux
Travail de savant et idéal d'unification
L'essence de l'internationalisme
Les églises russes de l'émigration
Lamennais ou le prêtre malgré lui
Mussolini et son œuvre

Dr Raoul de Guchteneere
Mgr Louis Picard
Fernand Neuray
Paul Cazin
Daniel Ryelandt
Charles van Renynghe de Voxxrie
Jacques Maritain
Dom Anselme Bolton, O. S. B.
Robert Vallery-Radot
Maria Biermé

Les idées et les faits : Chronique des idées : L'éducation scoutiste, Mgr J. Schyrgens.

La Semaine

Encore un trône qui s'écroule, et c'est tant pis pour l'Europe ! « Je ne suis pas royaliste, disait dernièrement un Espagnol de marque à un ami de Paris, mais le départ du Roi, ce serait l'anarchie. » Tout le fait craindre, hélas ! Et il ne reste qu'à espérer que l'Espagne se ressaisira encore et corrigera l'« écart à gauche » qu'elle vient de faire à la suite d'une campagne passionnée, en restaurant bientôt la monarchie, remède efficace, en Espagne plus qu'ailleurs, contre la fièvre de guerre civile qui mine le Portugal depuis qu'y règne la République. Les journaux ont rapporté ces déclarations du philosophe républicain Unamuno conseillant au Roi, avant les élections, un voyage en Amérique du Sud : « Si les élections sont royalistes, Alphonse XIII pourra ajouter aux ovations de Buenos Ayres celles de la péninsule. Mais si, à la suite d'un succès électoral, nous proclamons la République, le Roi n'aura plus qu'à continuer son voyage. De l'Argentine, il passera au Chili, du Chili au Pérou, du Pérou à l'Amérique Centrale. Son rôle sera de gagner du temps, car lorsqu'il atteindra Panama, notre République sera une telle pétaudière qu'il pourra rentrer tranquillement en Espagne, où on le recevra comme le sauveur ! »

Puisse sa prophétie se réaliser ! Et peut-être le Roi, dont on a toujours vanté le grand sens politique, n'est-il parti que pour laisser se tenter une expérience devenue inévitable, escomptant bien qu'elle échouerait...

Primo de Rivera, qui fit tant de bien au pays, ne sut pas organiser la dictature, ni lui donner des bases solides. Contrairement à Mussolini, né, lui, de l'esprit public et « qui le renouveau sans cesse, l'occupe, l'entraîne, le porte et s'en fait porter » — aussi « une collaboration nationale ne cesse pas autour de lui ni au-dessous de lui », — « c'est au mal électif que s'attachaient tout au contraire les Espagnols cultivés et qui se croyaient avancés ». La politique catalane fut malheureusement néfaste et renforça le mouvement centrifuge. Si le dictateur mit fin à la stérile agitation des partis, il ne parvint pas à doter le pays d'un régime politique stable.

Vive la République espagnole ! imprime le *Peuple*. Evidemment... Que demain, au nom de la Liberté, on pille et on tue, que pour « défendre » la République, s'établisse la pire des tyrannies, le *Peuple* applaudira encore en vertu de cette mystique « de gauche » qui admet que les réformes démocratiques (?) soient, au besoin, imposées par la force.

* * *

En attendant de mieux connaître les dessous de la révolution espagnole et de savoir à la suite de quelles fautes politiques et sous l'influence de quelles puissances occultes a succombé la monarchie, citons les premiers commentaires du *Temps* :

La preuve est donnée ici, une fois de plus, que la dictature ne peut mener qu'à la révolution, qu'elle use inévitablement le pouvoir qui

n'hésita pas à y avoir recours pour se maintenir. La manière forte peut faire illusion pendant quelque temps, lorsqu'il s'agit de faire face à des circonstances extraordinaires, mais elle ne saurait constituer un système durable de gouvernement chez un peuple suffisamment évolué au point de vue politique pour prendre le contrôle de ses propres destinées.

Question : quel est actuellement le peuple — c'est-à-dire l'ensemble des électeurs n'est-ce pas? — possédant réellement le contrôle de ses propres destinées? Depuis un siècle, on trompe tellement le peuple souverain sur sa prétendue souveraineté, on abuse tellement des mots Liberté, Volonté populaire, Démocratie, Progrès, etc., que toute une façade s'est édifiée, qu'une phraséologie creuse voudrait faire prendre pour la vraie figure des choses. Phraséologie mortelle qui règne toujours malgré les rudes leçons de la guerre.

« La liberté n'est pas un vain mot — écrit solennellement le *Temps* — elle tient au cœur des hommes et des nations. Elle seule leur donne le sentiment profond de la dignité et elle trouve toujours sa revanche sur qui la méconnaît. »

La liberté ! Dommage qu'on ne nous en donne pas une définition intelligible!... Des postulats et des sophismes, oui, par brassées. Liberté politique = suffrage universel. Et le peuple souverain, égaré, s' imagine vraiment exercer une réelle souveraineté!... Mais où donc le peuple souverain est-il autre chose qu'un jouet entre les mains des plus habiles?

* * *

Et voilà les puissances de gauche, c'est-à-dire de désordre et d'anarchie, déchainées au-delà des Pyrénées. Les élections municipales ne portaient pas sur la forme du régime mais les républicains ont su exploiter leur victoire. Le Roi a abdiqué. L'histoire dira s'il eut raison et si lutter jusqu'au bout eût été une faute nouvelle. Sans doute les républicains vont-ils tenter l'impossible pour éviter que des Cortès constituantes mettent encore en question l'existence du régime nouveau. Le romantisme démocratique veut que l'on soit plus heureux sous la plus corrompue des Républiques que sous la meilleure des Monarchies. Le peuple espagnol se laissera-t-il leurrer? Les campagnes électorales étant partout basées sur les mêmes mensonges et les mêmes recours aux plus basses passions, le pire est à redouter.

Il faut craindre — écrit le *Temps* — « que la victoire électorale des républicains et des socialistes ne soit suivie d'une agitation de nature à transformer le réveil politique de l'Espagne en mouvement révolutionnaire. Or cette éventualité serait de l'autre côté des Pyrénées, la pire des aventures. Ce sont surtout les chefs des partis de gauche qui doivent faire preuve maintenant de mesure et de sens politiques... »

Admirable vraiment! Comme si on arrêtait le torrent auquel on vient d'ouvrir une brèche!... Il y a gros à parier que la surenchère va seulement commencer et que la gauche modérée se verra vite dépassée.

« ... Il doit encore y avoir place pour une formule libérale de bon sens répondant aux aspirations de l'ensemble du peuple espagnol qui veut la liberté dans le cadre du régime constitutionnel et parlementaire. »

« Réveil politique », « formule libérale », « aspirations populaires », « la liberté dans le cadre du régime constitutionnel et parlementaire », quand donc l'Europe finira-t-elle de se gargariser avec des mots?

* * *

Les événements espagnols nous remettent en mémoire ce qu'à diverses reprises un bon observateur nous confia après des voyages en Espagne. « J'ai peur, disait-il, de l'affaiblissement du catholicisme espagnol contemporain qui n'est le plus souvent qu'une façade. Derrière cette façade la déchristianisation marche à grands pas. La religion n'est plus pour beaucoup qu'une tradition et un geste. Que demain souffle la tempête et tout risque d'être emporté à gauche. La vie catholique n'est plus assez profonde. Je suis convaincu que si on connaissait, par exemple, les statistiques des communions pascales en Espagne, on serait atterré... »

* * *

Nous ne nous paierons pas le plaisir facile d'ironiser à propos des divisions qui se sont manifestées au XLIII^e Congrès annuel du P. O. B. Tous les partis politiques belges connaissent de pareilles difficultés, mais il faut oser reconnaître que le Parti Ouvrier reste le plus vivant, le plus actif, le plus cohérent et le plus discipliné des partis politiques belges.

Ajoutons tout de suite, que malgré un « embourgeoisement » indéniable et une modération qui lui enlève un peu plus chaque jour son ancien caractère révolutionnaire, le Parti Ouvrier Belge reste le parti le plus dangereux pour l'Eglise et pour la Patrie.

Son organe, le *Peuple*, n'a-t-il pas eu le mauvais goût, le jour de Pâques, de placer le premier compte rendu de son Congrès sous une manchette vraiment choquante? « Christ est ressuscité. Regardant le monde, il en fera une de tête! »

Hélas! le spectacle du monde, vingt siècles après la Résurrection de Notre-Seigneur, n'est certes pas réjouissant. Mais, pour nous en tenir à notre pays, le socialisme belge est le grand responsable de la déchristianisation des masses. Et si la charité du Christ ne règne pas davantage, c'est que le P. O. B., qui peint des christes sur les murs de ses *Maisons du Peuple*, s'est appliqué à détruire l'image du Christ dans le cœur de ses affiliés.

* * *

Le samedi soir un grand meeting international eut lieu où parlèrent, à côté du citoyen Vandervelde, un Italien, un Français et un Allemand. La « réaction » y passa un mauvais quart d'heure!

« Aujourd'hui, s'écria le Patron, l'Internationale socialiste, forte de 7 millions de membres, appuyée sur l'Internationale syndicale, forte de 15 millions, se dresse contre toutes les forces de la réaction. »

Et Nenni, l'Italien : « Il faut savoir faire le front unique des antifascistes chaque fois que la liberté est menacée par les forces réactionnaires. »

Et Blum, le Français : « En France nous connaissons depuis cinq ans une réaction nationaliste, à laquelle les événements d'Allemagne ont fourni des aliments nouveaux. »

« Nous combattons tous ce nationalisme de toutes nos forces. C'est en associant toutes ces forces que l'Internationale parviendra à vaincre toutes les réactions. »

Que peut bien vouloir signifier ce mot : *réaction*? Oui ou non, le monde avance-t-il fatalement sur le chemin du Progrès? Si oui, inutile de partir en guerre contre une impossible Réaction; si non, si le monde dans sa marche est exposé à se tromper parfois, des « réactions » contre d'éventuelles erreurs sont bonnes et salutaires...

* * *

Par 359.470 voix contre 197.798, le Congrès approuva la motion du Conseil général relative au désarmement, dont nous avons parlé déjà. La discipline est sauve et le P. O. B. comme tel n'abandonne pas la défense du pays. Mais que de sottises on débita à ce sujet, quelle dangereuse folie emporta la jeunesse rouge!

Quant à la motion elle-même rappelons-en ce passage :

« ... lorsque l'organisation de la paix par la démocratie sera assez solide pour assurer la sécurité générale et rendre inutile tout appareil militaire. »

La paix par la démocratie! Jamais encore les mots n'ont à ce point trompés et égarés les pauvres humains auxquels cent ans de démocratie politique n'ont pas évité la plus effroyable tuerie qu'ait connue l'histoire. « Se croyant sages, ils sont devenus fous », dit l'Écriture.

La même motion ne craint pas de parler de réduction immédiate des armements de la Belgique pour — écoutez bien — « établir... l'équilibre des armements sur le Rhin »!

L'idéalisme pacifiste est décidément encore plus bête que dangereux.

* * *

Signalons aussi la discussion sur le vote des femmes, discussion peu brillante, peu digne même, encore que nous soyons de ceux qui se félicitent vivement de ce que l'attitude peu honorable du P. O. B. en cette matière, épargne à la Belgique le vote des femmes. Mais pour les socialistes quel illogisme et quel cynisme!

La résolution votée est d'une clarté discutable : « Si la question du suffrage féminin est posée, les mandataires socialistes voteront pour. Mais il est entendu qu'un Congrès spécial peut être convoqué pour examiner les propositions qui pourraient être introduites ». Conclusion : on trouvera encore que la femme belge n'est pas suffisamment évoluée pour voter.

Un argument nouveau nous a frappé. Jusqu'à présent les socialistes s'opposaient au vote des femmes parce que trop de femmes belges voteraient pour les catholiques. C'est en votant qu'elles se formeront, a-t-on dit cette fois. « Nous n'avons plus confiance que dans l'exercice même du droit de vote, qui possède la plus grande vertu éducative. »

« Nous ne réaliserons pas le socialisme avec une seule moitié de l'humanité. »

Et encore : « Pour réaliser le socialisme, il faut un homme, une femme et un berceau »! Cette dernière phrase fut la conclusion de la citoyenne Denise Durand. Mais le citoyen Van Belle et le citoyen Van Walleghem noyèrent cette poésie dans leur prose réaliste : « Nous restons adversaires de l'extension immédiate du vote féminin parce qu'elle aurait en ce moment pour effet d'amener des majorités catholiques au pouvoir. »

Et nous, nous restons adversaires du vote des femmes en Belgique *malgré* cela, parce que le suffrage universel pur et simple est une maladie, une peste, et qu'on n'étend pas de gaieté de cœur la peste. Nous pensons avec M^{me} de Staël : « Qu'on a raison d'exclure les femmes des affaires politiques et civiles. Rien n'est plus opposé à leur vocation naturelle que ce qui leur donne des rapports de rivalité avec les hommes; et la gloire elle-même ne saurait être pour les femmes qu'un deuil éclatant du bonheur. »

* * *

Les chefs, qui déjà avaient esquivé la discussion sur le fédéralisme, eurent toutes les peines du monde à empêcher un débat sur les subsides à l'enseignement libre. Ils n'ont réussi qu'à gagner du temps. Désireux de ne pas faire figure de sectaires pour ne pas effaroucher les hésitants, les ministres d'hier, et qui espèrent bien le redevenir demain, ceux qui dans certaines communes partagent le pouvoir avec les catholiques, ont tenu à éviter toute manifestation d'anti-cléricalisme. Ils y ont provisoirement réussi mais on a déclaré au Congrès qu'il y avait : « une véritable vague de fond pour la laïcité ». On verra bien.

La franchise coutumière du citoyen Huysmans nous a valu quelques bonnes remarques. Liège proposait la nomination des juges sur propositions des assemblées électives.

« Je suis adversaire de l'élection des juges. Voyez l'Amérique; C'est la pourriture », répondit Huysmans.

Et à propos des subsides aux écoles libres :

« Nous ne devons pas avoir deux politiques : une pour quand nous sommes au gouvernement, une autre pour quand nous sommes dans l'opposition. Quand nous serons au gouvernement, nous ferons un compromis. »

BRUNFAUT. — C'est le nœud de la question.

HUYSMANS. — Vous ferez des compromis. Et quand nous serons la majorité, nous ne ferons pas d'anticléricalisme. Nous serons trop prudents.

* * *

A juger le Congrès par les longs comptes rendus du *Peuple*, on conclut que le P. O. B. n'a plus guère de doctrine; que c'est, en fait, un parti de réalisations; un parti « arrivé »; un parti de gouvernement, encore qu'il ne reculera pas devant de dangereuses expériences; un parti antirévolutionnaire que les communistes doivent considérer comme un parti de réaction, car on est toujours le réactionnaire de quelqu'un, à la droite de quelqu'un appuyant plus à gauche.

Le P. O. B. est dangereux par son anti-catholicisme, mais dangereux aussi par un anti-capitalisme en bonne partie justifié dans ce qu'il a de négatif, dangereux enfin parce qu'il n'oppose aucune digue sérieuse au bolchevisme qui menace l'Occident.

* * *

M. Sap, député et propriétaire du *Standaard*, a prononcé à Thielt un important discours :

« Tant que la question flamande ne sera pas résolue, une situation politique saine est impossible et tout gouvernement sera bâti sur le sable. »

« En matière linguistique le gouvernement actuel a été inférieur à sa tâche. Nous n'avons pas avancé d'un pas depuis un an et le résultat inévitable est là : le mécontentement et l'aigreur croissent en pays flamand et le frontisme, même dans les environs immédiats de Bruxelles, progresse puissamment. Bruxelles-officiel ne veut pas s'en rendre compte, il juge que l'atmosphère est clarifiée, que la solution de la question flamande n'a plus un caractère urgent, et que la meilleure tactique consiste à remettre toute l'affaire sine die, par des manœuvres plus ou moins habiles accordant des satisfactions apparentes. »

« La carence gouvernementale n'est pas le résultat de la mauvaise volonté, mais de l'incompréhension et du manque de courage. [...] Entretiens le parti catholique est miné en Flandre, nos meilleurs éléments passent au frontisme, l'idée séparatiste gagne du terrain et l'existence même de la Belgique peut finir par courir du danger. »

Après avoir énergiquement attaqué les frontistes et leur projet de fédéralisme, M. Sap ajouta :

« Il faut ne pas le cacher davantage mais le déclarer hautement pour que s'ouvrent les yeux de ceux qui, jusqu'à présent, se refusent

à voir : l'idée fédéraliste progresse et suscite des sympathies dans tous les milieux, aussi bien flamands que wallons, que mécontentent la question flamande. »

« [...] La situation est sérieuse. Nous nous trouvons devant un mouvement qui ne repose plus sur la raison mais uniquement sur le sentiment. [...] La calme réflexion nous convainc que l'Etat belge dans sa forme actuelle est une nécessité nationale et internationale; que c'est dans le cadre actuel de l'Etat belge que nous pouvons et que nous devons résoudre la question flamande; que la désagrégation de la Belgique serait d'abord et surtout une catastrophe pour les Flamands eux-mêmes; qu'une nouvelle remise des solutions nécessaires serait un désastre pour le parti catholique en Flandre. On ne peut donc plus tergiverser et notre devoir de catholique, de Flamand, de Belge est de ne pas soutenir davantage le gouvernement si celui-ci ne prouve pas, par des actes et non plus par des mots ou des manœuvres de parade, qu'il veut réellement résoudre le problème. Si le ministre Jaspas peut et veut résoudre la question flamande, tant mieux, nous le soutiendrons avec reconnaissance. Que si le gouvernement se sent impuissant, qu'il s'en aille, le plus vite possible, plutôt demain qu'après-demain, et plutôt aujourd'hui que demain. Sans quoi il portera, vis-à-vis du pays flamand, vis-à-vis de la Belgique et vis-à-vis du parti catholique une terrible responsabilité. »

Nous ne croyons pas que M. Sap ait exagéré dans son discours.

* * *

M. Daniel Ryelandt a commenté les paroles du député de Thielt dans la *Libre Belgique*. Lui non plus n'est pas tendre pour le Gouvernement!

« Voici deux ans que fut annoncée à grand fracas une « prochaine solution de la question flamande ». M. Jaspas avait même fixé pour cette opération un délai qui, depuis, a été couru plus de trois fois. Comment le Premier Ministre concevait-il cette solution? Avait-il une idée directrice? Elabora-t-il un plan? Cela paraît peu probable. Il semble plutôt qu'il voulut, par le vote de quelques lois de flamandisation, donner une satisfaction bien apparente aux éléments flamandisant qu'il espérait par là calmer définitivement. »

« Le gouvernement a mal choisi sa voie en cherchant à réaliser des réformes par la méthode législative. Il n'a pas su se libérer des conceptions étroites de ses prédécesseurs et d'une tradition qui remonte à plus de soixante ans. Au moment où il voulait faire une œuvre réformatrice de large envergure, il aurait dû avoir comme premier souci de se libérer du carcan d'une législation rigide, pour assurer aux organes de la vie publique une plus grande souplesse. Il s'agissait d'adapter ces organes à une conception nouvelle de la figure linguistique du pays. Les règles légales existantes avaient le défaut d'être des mesures fragmentaires, votées un peu au gré de circonstances diverses, sans unité de vues elles constituaient des mesures d'exception et, comme telles devaient être interprétées restrictivement. Or, que proposait-on? D'ajouter à cet incommode appareil quelques rouages nouveaux qui en alourdiraient le maniement sans le mettre à même de répondre à tous les besoins! »

Et M. Ryelandt de plaider pour une action gouvernementale extra-parlementaire, pour une préparation de la solution — « cette solution, c'est le pays lui-même qui la trouvera » écrit-il — par des actes de gouvernement, par une pratique gouvernementale apaisante.

Que de fois n'avons-nous pas écrit ici que le problème était un problème de gouvernement, que les discussions parlementaires étaient néfastes, qu'il y avait une atmosphère à créer, une mentalité à changer et que ce n'était pas à coups de formules légales que l'on pacifierait le pays!

Mais rien n'empêchait le gouvernement actuel d'agir comme le souhite M. Ryelandt. Il ne l'a pas fait ou, de loin, pas assez. Il faut bien reconnaître que ce gouvernement a laissé passer l'occasion unique des fêtes du Centenaire pour faire œuvre historique. Il semble que M. Jaspas, dont nous avons célébré les mérites par ailleurs, ne comprenne pas le problème qui domine notre politique intérieure.

Mais il n'y a pas que le gouvernement. Le journal auquel M. Ryelandt collabore est autrement incompréhensif encore, et il est permis de penser — et nous le pensons — que la campagne que mène M. Ryelandt auprès de lecteurs livrés aux pires équivoques et aux plus regrettables malentendus en matière linguistique, n'agit pas dans un sens très pacificateur! Le rôle de la presse d'expression française est tout tracé : montrer à ses lecteurs que le renouveau flamand enrichit la Belgique. Or, oui ou non, l'immense majorité des lecteurs de la *Libre Belgique* restent-ils pratiquement antiflamands? Oui ou non, sont-ils loin de considérer le progrès flamand comme souhaitable et salutaire? Oui ou non, déplorent-ils l'inévitable flamandisation de la Flandre? Oui ou non, leur journal ne se borne-t-il pas à ne souligner que les excès flamingants, la nécessité de limiter et de circonscrire la flamandisation, de sauver le privilège de la minorité, etc, etc. En un mot la mentalité de la *Libre Belgique* et de ses nombreux lecteurs est-elle, oui ou non, faite surtout d'opposition et de résistance à la poussée flamande en Flandre?

Nous regrettons un peu plus chaque jour que des bonnes volontés comme M. Ryelandt ne le comprennent pas davantage et s'obstinent à dépenser beaucoup de talent et beaucoup d'énergie à faire œuvre non seulement stérile, mais nuisible.

* * *

Commentant un article du P. du Passage dans un des derniers numéros des *Etudes* de Paris, notre collaborateur et ami le chanoine J. Calvet, professeur à l'Université catholique de Paris, écrit dans *Les Lettres* :

« Bien naïf celui qui prétendrait condamner le régime bolcheviste au nom de principes éternels; il n'y a plus de principes; il n'y a que des expériences et celles qui réussissent deviennent pour un temps des principes. Le P. du Passage, dans un article des *Etudes* (20 février) qu'il conviendrait de méditer, nous dit à mots couverts que l'expérience russe a réussi, non pas certes sur le plan de la civilisation spirituelle qui est le nôtre, mais sur le plan qu'elle a choisi. Au fond, et il serait inutile de se le dissimuler plus longtemps, la Russie est parvenue à rétablir l'esclavage antique, une formule sociale qui a duré dans le passé et qui a donné quelques beaux résultats matériels; et il est à craindre qu'au moyen de l'esclavage, la Russie n'arrive à torpiller notre civilisation. Dans le monde de la matière, et si on commence par mettre à la porte ces deux ombres impérieuses, la Justice et la Charité, la société esclavagiste pourrait bien être supérieure à la société libre; la machine humaine coûte moins cher que l'autre, elle s'use plus lentement, elle est moins spécialisée; elle permet donc de produire à meilleur marché. Le grand conflit de demain éclatera entre l'américanisme et le bolchevisme sur le terrain économique, et je ne vois pas pour quoi l'américanisme serait le plus fort. On assure qu'une machine à forer fait le travail de dix hommes; et assurément la machine à forer coûte moins cher que dix hommes libres; mais comme elle coûte plus cher que dix esclaves, la voilà condamnée, si nous rétablissons la servitude.

Et voilà que capitalisme et bolchevisme aboutissent à des situations similaires : l'État servile d'une part, le travail forcé de l'autre. Il y a mieux encore! C'est le capitalisme qui aide le bolchevisme à réaliser ses plans! Concours en hommes et en argent. Capitains et techniciens affluent vers la Russie. Ils serviront à forger l'arme qui risque de détruire de fond en comble notre vieille civilisation chrétienne.

Les journaux n'ont-ils pas publié ces jours-ci la photographie d'un M. Gill, ingénieur en chef d'une grande compagnie de chemins de fer des États-Unis et qui s'en est allé, pour un an, en Soviétie, comme ingénieur-conseil chargé de réorganiser et moderniser les chemins de fer russes.

— Messieurs, je vais vous massacrer tous!

— Pas avec cette mauvaise hache, voyons, nous allons d'abord

vous aider à fabriquer une mitrailleuse, après cela vous pourrez nous tuer bien plus sûrement et combien plus rapidement.

* * *

Un débat sur l'art théâtral eut lieu récemment à Paris, introduit par Jacques Copeau pour qui « c'est à la place qu'y occupe le théâtre que se mesure la grandeur d'une civilisation. » Dans son intervention, un protestant, M. René Gillouin, parla « de la stérilité du catholicisme comme source d'inspiration de l'art et en particulier de l'art dramatique. » M. Bernoville protesta. Revenant sur l'incident, il écrit dans sa revue *Les Lettres* :

« M. René Gillouin, en termes amicaux auxquels je restai fort sensible, m'affirma qu'il n'avait rien voulu contre ce qu'il appelait mes « susceptibilités » et qui n'étaient que mes convictions — que dis-je? même pas mes convictions : la réaction spontanée de l'évidence et de la statistique. Sans doute, toujours après mon intervention, M. René Gillouin a-t-il magnifié Claudel. En effet, Claudel est un de nos maîtres. Ce n'est pas ici, où Johannet fit éloquentement son plaidoyer, qu'on y contredira. Mais il n'est pas une unité isolée, comme semblait dire M. Gillouin. Il n'est pas « la voix clamant dans le désert ». Il est même, après Léon Bloy, Barbey d'Aurevilly, Ernest Hello, Villiers de l'Isle-Adam, Baudelaire, Verlaine, et, plus près de nous avec Francis Jammes et Péguy, la source d'une rénovation de l'art par le catholicisme.

Quel est en effet le moment choisi par M. René Gillouin pour décréter la stérilité, en matière d'art, du catholicisme? Le moment où la renaissance intellectuelle catholique, ouverte aux environs de 1900, arrive à un magnifique épanouissement; le moment où, dans le roman, un Paul Bourget, un Louis Bertrand, un René Bazin, un Henry Bordeaux, un Émile Baumann, sont parvenus à la plénitude de leur talent; le moment où, toujours dans le roman, un François Mauriac nous montre les déchirements de l'âme et de la chair, sous le signe de la conscience catholique, où une Camille Mayran nous donne Hiver, ce chef-d'œuvre; le moment où écrivent avec abondance et éclat un Louis Artus, un Henri Pourrat, un Charles Silvestre, un André Lamandé, un Maurice Brillant, un Louis Martin-Chauffier, un Joseph de Pesquidoux; le moment où un Jacques Chevalier, un Jacques Maritain, un Maurice Blondel s'imposent à la philosophie contemporaine; le moment où un Georges Goyau, un Pierre de la Gorce, apportent à l'histoire une contribution magnifique; le moment où un Pierre de Nolhac, ce grand Latin, met au service du catholicisme les trésors toujours vivants de l'humanisme, de la poésie, de l'archéologie, de l'histoire encore; le moment où un Henri Bremond bâtit dalle par dalle son histoire monumentale du sentiment religieux en France, et provoque les polémiques littéraires les plus vives et fécondes de ce temps; le moment où l'œuvre de Marie Noël, entièrement puisée aux sources religieuses les plus fraîches, s'avère la grande révélation poétique de ces dernières années; le moment où plusieurs grandes revues catholiques, employant chacune une rédaction différente et nombreuse, trouvent leur public et doublent leur décade d'existence; le moment où la production du livre catholique, torrentielle, brise les cadres du quartier Saint-Sulpice pour obtenir droit de cité chez les éditeurs neutres où elles s'installent, non en postulantes, mais appelées et sollicitées. Tel est le moment en vérité. Comment donc, mon cher Gillouin, vous engagez-vous dans une telle aventure?

CATHOLIQUES BELGES

abonnez-vous à

La revue catholique

des idées et des faits

Contrôle des naissances et eugénique⁽¹⁾

C'est à dessein que, répondant à l'aimable invitation de la Société belge de médecine préventive et d'eugénique, j'ai donné à ma causerie un titre à la fois assez général pour ne pas faire préjuger d'une opinion déjà établie, et assez précis pour éviter des digressions toujours fâcheuses pour la clarté de l'exposé, quoique difficiles à éviter dans une matière aussi vaste et aussi complexe. Contrôle des naissances et eugénique, qu'est-ce à dire, sinon que je me propose d'examiner l'existence éventuelle et la nature des liens qui peuvent unir ces deux termes, et d'après les résultats de cet examen, conclure à leur solidarité mutuelle ou à leur incompatibilité? Par contrôle des naissances, j'entends le mouvement d'idées, d'origine anglo-saxonne, qui, sous le vocable anglais de *Birth-Control*, s'efforce de répandre et de vulgariser une réglementation, je dirais presque une rationalisation des naissances par l'usage de procédés anticonceptionnels scientifiques. A vrai dire, cette doctrine est mieux connue en français sous le nom de limitation des naissances, qui exprime plus exactement la nuance restrictive qu'implique le terme anglais *control*. C'est par souci d'objectivité toutefois que j'ai rejeté cette terminologie, car je ne désire nullement faire ici figure de partisan. Assurément, on est toujours partisan de quelque chose; mais quand on a l'honneur de parler à une tribune scientifique où les opinions les plus diverses ont été tour à tour défendues en parfaite liberté, on se doit de faire l'effort nécessaire pour être objectif et exposer son point de vue avec cette sérénité qui est le propre de la science.

Pour être en mesure d'établir les rapports qui unissent entre eux le contrôle des naissances et l'eugénique et circonscrire le terrain commun où s'exerce leur activité, il sera indispensable de rappeler brièvement, au risque de répéter des choses connues, le but et le programme que se proposent ces deux doctrines.

Dans un de ses essais sur l'eugénique, Francis Galton définit, comme suit, la nouvelle science qu'il vient de créer : « L'eugénique est la science qui s'occupe de tous les facteurs qui améliorent les caractères héréditaires de la race ».

Dans la conception du père de l'eugénique, celle-ci est à la fois une science et un art; une science, car elle étudie le comportement des caractéristiques germinales et s'efforce de scruter le mécanisme de l'hérédité; un art, car elle cherche à faire l'application pratique à l'espèce humaine des données ainsi recueillies. Cette action sociale elle-même se subdivise en deux parties, une négative et une positive, comme Galton l'explique fort bien : « Il faut, dit-il, remplacer la sélection naturelle par d'autres méthodes moins brutales mais non moins efficaces. A cet effet, tout d'abord restreindre la reproduction des inaptes; ensuite, améliorer la race en favorisant la fécondité des meilleures lignées par des mariages précoces et une bonne éducation des enfants. Alors que la sélection naturelle repose sur une production excessive et une destruction désordonnée, l'eugénique ambitionne de ne favoriser que la progéniture des meilleurs et dans les limites où elle peut être décentement élevée ».

Ce programme fondamental de l'eugénique n'a guère varié au cours des vingt-cinq ans qui ont suivi son énoncé et pendant lesquels la nouvelle science a pris un essor remarquable. Sans doute, la science eugénique proprement dite s'est démembrée, parce que trop vaste, au profit de certaines disciplines particulières, telles la génétique ou science de l'hérédité, la démographie, la biomé-

trie, l'embryologie, d'autres encore; mais son programme d'application pratique est resté le même. En effet, à la réunion de la *Fédération internationale des sociétés d'eugénique* tenue à Amsterdam, il y a quelques années, un des membres de notre société, le docteur Govaerts, le définissait comme suit : « Une action sociale susceptible de permettre aux lignées les mieux douées de se révéler, de se développer, de s'accroître et de se protéger contre tout ce qui peut détruire ou altérer le germe ».

Quant aux réalisations déjà obtenues, il faut bien l'avouer, c'est surtout du côté de l'eugénique négative qu'elles se sont orientées. Le caractère inquiétant du problème posé par les anormaux mentaux et dégénérés de toute sorte; la nécessité de parer aux infections ou intoxications susceptibles de frapper le germe, comme la tuberculose, la syphilis, l'alcoolisme; d'autre part, la difficulté de réaliser le dépistage des lignées les mieux douées héréditairement et de distinguer ce qui est inné de ce qui est acquis par le milieu; voilà autant de raisons qui ont contribué à cette orientation négative provisoire, en attendant que les progrès des sciences biologiques permettent aux eugénistes de se consacrer surtout à la partie positive de leur action, qui doit rester la première (1).

* * *

Cette brève esquisse du programme eugénique étant terminée, examinons maintenant l'autre volet du diptyque, le contrôle des naissances ou *Birth Control*. Comme son nom l'indique, cette doctrine est essentiellement anglo-saxonne. Quoique assez récente dans ses réalisations, son origine spirituelle remonte à plus d'un siècle, puisqu'elle s'apparente indirectement, à travers le néo-malthusianisme dont elle n'est qu'un démarquage édulcoré, à l'œuvre du pasteur anglais Robert Malthus. On se souvient que ce dernier avait prophétisé que les pires catastrophes s'abattraient sur l'espèce humaine si elle ne s'occupait pas de freiner sa reproduction et de l'adapter au rythme, beaucoup plus lent, de l'augmentation des subsistances. Cette théorie, qui paraissait justifiée par les circonstances et que Malthus étayait d'ailleurs de raisonnements très suggestifs, fit aussitôt de nombreux adeptes, tant chez les sociologues que chez les philosophes, tels James Mill et Francis Place. A leur suggestion, des disciples plus audacieux que le maître, qui n'avait que la continence à proposer pour restreindre l'augmentation de la population, se mirent à propager un ensemble de doctrines et d'idées qui prit le nom de néo-malthusianisme. Ces innovateurs, aussitôt très suivis, réclamaient en fait, et toujours pour remédier au spectre d'une surpopulation future, la suppression de toutes les entraves que la société et les mœurs imposent à l'activité génésique. Pour eux, le mariage doit disparaître graduellement au profit de l'union libre; le droit de la femme à disposer d'elle-même doit être proclamé, et traduit pratiquement dans le droit de se faire avorter à son gré. Attaquée par les uns, exaltée par les autres, la nouvelle doctrine reçut un accueil enthousiaste en France et dans plusieurs autres pays; en Angleterre, par contre, la respectabilité anglo-saxonne lui opposa une barrière infranchissable. Aussi, la ligue néo-malthusienne fondée par Drysdale ne tarda pas à végéter et n'avoir qu'une existence nominale.

Il fallait donc, à tout prix, trouver un compromis entre les

(1) La Société belge de médecine préventive et d'eugénique borne son action sociale à la médecine préventive; ainsi elle fait uniquement de l'eugénique positive.

(1) Conférence faite à la Société belge de médecine préventive et d'eugénique.

idées de Malthus et le débridement de ses disciples. Ce compromis, c'est le *Birth Control*. Ce fut l'œuvre de deux femmes, Mrs Stopes en Angleterre et Mrs. Sanger aux Etats-Unis, de trouver et de répandre la doctrine la mieux adaptée à la mentalité anglo-saxonne, qui se caractérise par un mélange de respectabilité puritaine et d'individualisme d'inspiration féministe.

Se rendant compte que le danger hypothétique d'une surpopulation future impressionnait fort peu les masses, elles laissèrent tomber cet argument qui, pour les néo-malthusiens purs, constituait la pièce maîtresse de leur doctrine. Tous leurs efforts tendirent à démontrer les bienfaits du contrôle des naissances pour l'individu et la société, tant au point de vue économique qu'à celui de l'hygiène et même de la morale. Il n'est plus question de supprimer le mariage; au contraire l'usage des moyens préventifs renforcera cette institution en aidant à résoudre les difficultés économiques où se débattent trop de ménages par suite des naissances répétées. Le bonheur conjugal sera augmenté, la santé et la dignité de la femme accrues par la faculté qu'elle aura de choisir le moment où elle voudra être mère. Et la race ne fera que gagner en vigueur et santé puisque la limitation des naissances supprimera les maternités non désirées et produira ainsi une sélection artificielle du plus heureux effet.

Tel est, en résumé, le programme du *Birth Control*. Comme on voit, il est vaste et ambitieux. Il ne s'agit plus de l'application d'une théorie de la population : c'est toute une conception de vie, ou, comme disent les Allemands, une *Weltanschauung* qu'il propose à ses adeptes, qu'il veut aussi nombreux que possible et à tous les rangs de la société. Sa note dominante c'est l'individualisme, et plus particulièrement, comme dit Drysdale, l'émancipation de la femme par la maternité volontaire. En retour, cette émancipation assurera les intérêts de la race, puisque la femme ne concevant que quand elle en a le désir, aura de meilleures chances de mettre au monde des enfants bien portants. C'est le langage de Mrs. Sanger : « Le contrôle des naissances nous met entre les mains la clef du plus grand problème qui se pose devant l'humanité : réconcilier la liberté individuelle avec les nécessités de l'hygiène et de la race ».

Mais ce contrôle des naissances, le comprend-on aussi dans un sens positif; cette réconciliation des nécessités de la race avec la liberté individuelle, n'implique-t-elle parfois une certaine restriction de celle-ci? Il ne le semble pas. Sans doute, le premier organisme constitué par Mrs. Stopes prit le nom de *Ligue pour le contrôle constructif des naissances et le progrès racial*; sans doute aussi, certains protagonistes insinuent-ils, comme Norman Haire, que la production d'enfants sains est un service social de première importance; mais ce sont là des notes discordantes bien vite étouffées par le fracas de l'orchestre. Le thème est tout autre : dangers des grossesses répétées, exigences de la justice sexuelle, immoralité de mettre au monde les enfants non désirés : en voilà les éléments principaux, sur lesquels se brodent d'innombrables variations. Celles-ci sont de l'ordre le plus varié : médecine eugénique, démographie, morale, sociologie, tout cela est mis à contribution et exploité, afin de fournir de nouveaux arguments, *a posteriori*, à une thèse fort simple et qui s'en passerait bien, puisqu'elle recueille d'avance l'adhésion du plus grand nombre. Car, il sera toujours plus pratique et plus avantageux d'avoir peu ou pas d'enfants que d'en avoir plusieurs; une fois pris pour base le principe individualiste, qu'est-il encore besoin d'arguments scientifiques?

Mais puisque nous sommes ici pour rechercher les points de contact entre le contrôle des naissances et l'eugénique, force nous est bien d'écouter ceux des partisans de la doctrine qui se soucient d'eugénique. A vrai dire ils sont nombreux, mais leur conception de l'eugénique est très vague ou franchement unilatérale, c'est-à-dire négative. Ainsi Havelock Ellis, le sexologiste bien connu, depuis longtemps partisan enthousiaste du contrôle des naissances, nous dit simplement : le *Birth Control* est le seul moyen d'action pratique de l'eugénique. D'autres sont plus explicites, tel Mr. Holmes qui s'exprime comme suit : « Nous sommes en voie de perdre ces éléments de notre population qui, dans des domaines variés, financier, social et intellectuel, sont arrivés au succès. D'une manière générale, ces classes ne se reproduisent plus. Cette situation est aussi mauvaise dans certains pays d'Europe qu'en Amérique. Elle constitue une menace sérieuse pour notre civilisation tout entière, et cela d'autant plus qu'elle se généralise sans attirer l'attention. Les éléments déficients de la population manifestent actuellement la plus grande fécondité ».

Quel est donc le moyen recommandé pour remédier à cette situation? Il nous est donné par le manifeste fondamental de la *Ligue américaine de Birth Control* : « Pour créer une race d'enfants sains, il est indispensable que la dignité de la fonction maternelle soit augmentée, ce qui est impossible aussi longtemps que la conception reste livrée au hasard... C'est pourquoi chaque femme doit avoir le pouvoir et la liberté de prévenir la conception quand les circonstances ne sont pas favorables, et par conséquent recevoir un enseignement scientifique et pratique concernant les moyens anticonceptionnels ».

Ainsi donc, c'est bien simple : on fera de l'eugénique par les méthodes anticonceptionnelles. A cet effet, on fera une propagande intensive; — un statisticien n'a-t-il pas calculé que depuis 1918 plus de 15 millions de livres, tracts et brochures anticonceptionnelles avaient été répandus en Angleterre? — on fondera des cliniques anticonceptionnelles, où l'enseignement des moyens scientifiques d'anticonception sera donné gratuitement aux femmes qui en font la demande. De nombreuses cliniques de ce genre fonctionnent en Angleterre et en Amérique; il s'en rencontre aussi en Allemagne, en Autriche, en Hollande et dans les pays scandinaves. Et les éléments mieux doués de la population, les lignées eugéniquement désirables, s'occupe-t-on dans ces cliniques de les dépister et de les encourager à la reproduction? Certainement non, puisque la majorité des partisans du contrôle des naissances estiment qu'une famille normale ne doit pas compter plus de deux ou au maximum trois enfants. En pratique d'ailleurs, les gens ne s'y trompent pas : on va à la clinique de *Birth Control* pour y apprendre à limiter les naissances de la manière la plus efficace, et pour rien d'autre. J'ai eu l'occasion, l'an dernier, d'assister à une de ces séances dans une clinique de Londres. Sur une bonne trentaine de consultantes, toutes ont demandé le moyen de ne plus avoir d'enfants; à aucune d'entre elles il n'a été suggéré que peut-être elle ferait mieux d'augmenter sa famille, parce que appartenant au bon stock.

Il est donc permis d'affirmer que la position prise par le contrôle des naissances, ou plus exactement la limitation des naissances, dans le domaine eugénique, est clairement définie. *Doctrine essentiellement individualiste, d'inspiration hédoniste, d'application quantitative, elle vise à assurer le bonheur de l'individu par la maternité consciente et limitée, et la santé de la race par la limitation des naissances encore, mais spécialement recommandée à cette partie de la population qui s'y montre jusqu'à présent la plus réfractaire, et qui est qualifiée d'indésirable ou d'inapte.* En opposition avec cette doctrine, nous avons pu définir tout à l'heure l'eugénique comme étant une action essentiellement sociale, à orientation surtout positive et qualitative, susceptible de permettre aux lignées les mieux douées de se révéler, de se développer, de se accroître et de se protéger contre tout ce qui peut détruire ou altérer le germe. Comme on voit, la zone de contact entre ces deux doctrines est extrêmement restreinte; elle se borne à cette partie négative du programme eugénique, qui concerne la diminution de la reproduction des inaptes. Encore faut-il s'entendre sur ce que l'on vise exactement, de part et d'autre, par ce terme si généralement prodigué.

Mais, avant d'aller plus loin, il y a une mise au point plus importante à faire. En effet, ce point de contact entre eugénique et limitation des naissances, ce terrain mixte, commun aux deux doctrines, a-t-il autre chose qu'une existence théorique? Non; si son existence pratique, voire sa nécessité, est hautement revendiquée par les partisans du *Birth Control*, par contre les eugénistes l'ignorent complètement. La propagande anticonceptionnelle ne figure au programme d'aucune société d'eugénique; au contraire, certaines la réprouvent ouvertement, telle la société allemande, qui, dans son congrès de 1922, à Munich, décréta notamment « qu'une politique de population basée sur la limitation des naissances contrarie la sélection, car l'expérience enseigne que la dénatalité sévit de préférence dans les lignées les mieux douées ».

Même en ce qui concerne le problème essentiel de l'eugénique négative, à savoir la reproduction des indésirables, le programme de la limitation des naissances ne recueille pas l'adhésion des eugénistes. Ainsi le rapport, pour 1929 de la commission officielle anglaise instituée pour étudier le problème des anormaux mentaux et dégénérés, conclut en envisageant une série de mesures préventives et curatives : parmi les premières, la lutte contre les maladies vénériennes, contre l'alcoolisme, une meilleure surveillance de la grossesse, de l'accouchement et de la première enfance; parmi les secondes, la stérilisation (qu'elle rejette d'ailleurs pour des

raisons sur lesquelles il ne m'appartient pas ici de m'étendre), la ségrégation et la socialisation ou assimilation progressive. Nulle part, dans ce rapport, il n'est question de propagande anticonceptionnelle.

D'où on peut conclure avec certitude que la question posée sur les rapports éventuels entre contrôle des naissances et eugénique, se résout par la négative. Il n'y a aucune espèce de lien entre ces deux termes; ils s'excluent mutuellement et sont entièrement incompatibles.

On pourrait donc, si on voulait se contenter du seul argument d'autorité, terminer ici cette conférence; mais l'esprit scientifique exige d'entrer dans quelques précisions sur les raisons qui font rejeter la politique de la limitation des naissances par les eugénistes.

* * *

Ces raisons sont de deux ordres différents, et se fondent à la fois sur l'expérience et le raisonnement. Tous deux, en effet, démontrent à l'évidence que, suivant les termes de la société allemande d'eugénique, une politique de population basée sur la limitation des naissances est incompatible avec la sélection humaine comprise dans le sens eugénique. En d'autres termes, la limitation des naissances étant par nature un processus quantitatif et destructif, le sens de son opération doit être nécessairement dysgénique.

D'autre part, il est de simple logique aussi, et les réalisations actuelles de la propagande anticonceptionnelle le démontrent pleinement, que les effets de celle-ci s'arrêtent précisément et restent inefficaces là où il serait désirable qu'ils agissent : à savoir la couche sociale des vrais inaptes, les anormaux et dégénérés de toute espèce, les imprévoyants, les paresseux, les amoraux et les délinquants récidivistes. C'est donc par un double mécanisme que la limitation des naissances va à l'encontre des visées eugéniques : en haut, en empêchant une sélection positive des mieux doués; en bas, en ne freinant pas la reproduction des vrais inaptes. Une telle affirmation justifierait un développement assez long, en rapport avec son importance. Mais, comme je ne veux pas abuser de votre bienveillante attention, je le réduirai à ses éléments essentiels.

Que nous enseignent donc, à propos de dénatalité, l'expérience de l'histoire et l'étude des statistiques modernes? Elles montrent que le phénomène de la diminution des naissances commence toujours par le haut. Ce sont les classes supérieures qui se dépeuplent d'abord, puis le mouvement va s'étendant progressivement vers le bas, atteignant toujours de nouvelles couches sociales; l'équilibre de la race, ainsi continuellement compromis, se maintient cependant pour un temps, grâce aux forces de régénération provenant de l'impulsion montante des classes inférieures; à la longue cependant, celles-ci se laissent entamer à leur tour, et la dépopulation, devenue absolue, s'accompagne d'une dépréciation parallèle du stock racial. Tel est le processus par lequel ont disparu les civilisations antiques; c'est le même qui commence à se manifester dans notre civilisation occidentale depuis une cinquantaine d'années et davantage. Galton s'en alarmait déjà, et son langage ressemblait étrangement à celui des eugénistes modernes et des partisans du *Birth Control*. Les élites ne se reproduisent plus; c'est comme la rançon de la civilisation que cette sélection à rebours qu'elle opère dans la population, et qui en décime constamment la fine pointe. Victimes de leur individualisme, du goût du luxe et des jouissances que leur situation leur offre; victimes aussi de leurs réelles qualités, leur prévoyance et leur sens des responsabilités, elles disparaissent graduellement de la scène; et voilà de longues années que les relevés statistiques de Bertillon en France, de Cabbell en Amérique, de Webb en Angleterre, d'autres encore ont montré à quel taux dérisoire se fixe leur fécondité. Elles auraient disparu depuis longtemps, et appauvri d'autant notre type racial, si le phénomène de régénération ne s'opérait constamment dans leur sein grâce à la montée vigoureuse des forces venues d'en bas, des couches restées plus fécondes et dont la poussée continue réalise les rétablissements nécessaires.

Que ce mécanisme de régénération existe, que cette transfusion de forces vives soit une réalité et non une vue de l'esprit, quoi de plus facile que de l'établir : « Quand je vois ceux qui montent et ceux qui descendent l'échelle sociale, disait Leroy-Beaulieu, je vois que ceux qui montent portent des sabots et ceux qui descendent, des souliers fins ». Qu'ils rentrent donc en eux-mêmes, ceux qui s'honorent, avec raison, d'appartenir

aux classes dirigeantes; ils verront à combien de générations ils devront remonter pour retrouver les sabots ancestraux. S'ils ne les trouvent pas, que faut-il en conclure? C'est que leurs descendants ont pu résister aux forces conjuguées de l'individualisme, et de l'intérêt personnel pour assurer l'avenir de leur lignée par une natalité suffisante. Car le calcul démontre qu'il faut très peu de générations pour que disparaisse une cellule familiale dont la fécondité est inférieure à celle de ses voisins.

La situation démographique actuelle étant ainsi définie tant au point de vue qualité que quantité, voyons maintenant dans quel sens intervient la politique de la limitation des naissances pour y porter remède. J'ai montré déjà que, doctrine essentiellement individualiste, le contrôle des naissances n'était aucunement qualifié pour prêcher la fécondité à ces élites qui se dépeuplent pour une bonne part, à raison même de leur individualisme. Aussi ses partisans ne s'y essaient même pas, puisque les plus modérés d'entre eux hésitent sur l'opportunité d'encourager la fécondité des mieux doués, et que la plupart recommandent une limitation du nombre d'enfants, même quand les conditions de milieu et d'hérédité sont favorables. Leur remède est donc négatif, restrictif, et porte uniquement sur la quantité malgré ses prétentions sélectives. Vous le connaissez déjà et je ne dois faire que le rappeler : puisque, disent-ils, les élites ne se reproduisent plus, tandis que les couches indésirables de la population manifestent une fécondité excessive, il faut rétablir l'équilibre en inculquant à celles-ci les méthodes scientifiques d'anticonception.

Ce raisonnement qui paraît si simple et si logique est en réalité un monument d'ignorance, d'erreurs et de préjugés. Et d'abord un tel programme est irréalisable en pratique, car les vrais inaptes ne seront jamais atteints, comme le prouvent les enquêtes les plus sérieuses faites sur l'action des cliniques de *Birth Control*. Et même si on le supposait applicable, à quoi aboutirait-il donc? A une dépopulation rapide, sans compensation qualitative, puisque, pour rétablir l'équilibre entre les classes, on préconise de ramener la fécondité des classes inférieures à celle des classes dirigeantes qui est notoirement insuffisante pour maintenir la population à un taux stationnaire. Ce serait donc améliorer la race en la faisant disparaître à bref délai. En fait cependant que se passe-t-il déjà dans les pays où la propagande anticonceptionnelle est active, et que verra-t-on demain partout si sa diffusion s'amplifie davantage? La stérilité volontaire commence à atteindre les forces vives de la race, ces couches moyennes composées de petits bourgeois, d'artisans et de ruraux, dont la fécondité généreuse assurait jusqu'à présent le mécanisme de régénération que je vous décrivais tout à l'heure. Et c'est en cela qu'elle est manifestement dysgénique car elle atteint la population à la fois dans sa qualité et dans sa quantité. Mais les partisans de la limitation des naissances ignorent ce mécanisme de régénération, ce renouvellement, ce brassage constant des couches sociales. Ils se représentent celles-ci comme des entités immuables, à cloisons étanches; imbus d'un déplorable préjugé de caste, ils qualifient de stock indésirable tout ce qui n'appartient pas actuellement à leur classe bourgeoise. Le véritable eugéniste sait au contraire que les lignées bien douées tout comme les couches d'indésirables se rencontrent à tous les niveaux de l'échelle sociale; et s'il existe un groupe qu'on peut réellement appeler inapte ou indésirable, il se limite à une minime fraction de la population, qui d'après les estimations les plus autorisées, comme celles de la commission officielle anglaise, ne représente pas plus de 10 % du chiffre total de population. Dans cette fraction se recrutent en plus grand nombre tous les déchets sociaux : débiles mentaux, épileptiques, vagabonds, instables, pervers sexuels et prostituées, alcooliques, dégénérés, etc., et ce qui plus est, de véritables porteurs de germes de déficience mentale. C'est donc sur ce groupe inférieur et véritablement inapte, cacognique, que doivent se concentrer les efforts de l'eugénique négative. Or, l'enquête minutieuse faite par le docteur Himes dans les cliniques anglaises de *Birth Control* le montre à l'évidence : de tous les groupes de la population, celui-là est le seul à n'être pas atteint par la propagande anticonceptionnelle et à continuer sa prolifération intempestive.

Ainsi donc c'est par un double échec que se solde le bilan de la limitation des naissances au point de vue eugénique. Au sens positif, elle empêche la sélection et la régénération de la race en recommandant inconditionnellement une fécondité limitée partout, sans égard à la valeur des lignées ainsi mutilées; en pratique son action principale porte actuellement surtout sur cette partie

restée saine de la population, qui, jusqu'à présent, alimentait les classes dirigeantes. Au sens négatif, enfin, la limitation des naissances échoue dans sa tentative de freiner la reproduction des inaptes. Un sociologue anglais a très bien caractérisé la nature de ce double échec, en disant que la limitation des naissances fait de la sélection à l'aveugle, comme un labourneur qui voudrait épurer son champ en le sarclant dans l'obscurité.

La véritable eugénique n'a que faire de ces procédés aveugles : elle recherche une sélection intelligente, ce qui suppose toujours à la base une certaine abondance des sujets d'expérience. Ceci ne signifie pas qu'elle prêche une fécondité illimitée, car une politique purement quantitative ne peut servir, en aucun sens, à des fins eugéniques. A côté de la famille normalement nombreuse et conforme à la nature, comme le dit Mückermann, il existe aussi une famille nombreuse dont la fécondité n'est que l'expression d'un laisser-aller, d'une imprévoyance et d'un manque de contrôle également coupables. C'est la première qu'il faut encourager, et il appartient à la société, qui en est le principal bénéficiaire, de lui accorder l'appui dont ses charges et ses mérites l'ont rendue digne.

Mais ce dont il ne peut être question pour l'eugénique, c'est de souscrire à une doctrine dont les effets sont manifestement dysgéniques, tandis que ses procédés sont souvent inefficaces (et en cela, comme l'a dit le professeur Héger-Gilbert, ils poussent à l'avortement), et ne sont pas dépourvus d'inconvénients pour la santé de la femme que précisément ils prétendent servir. C'est notamment l'opinion du professeur Sellheim, l'une des principales autorités allemandes en matière de gynécologie :

« Presque toutes les méthodes préventives présentent un danger, souvent non négligeable, pour la santé de la femme surtout. La nature ne se laisse pas tromper. La stimulation continuelle et sans issue des organes génitaux rend la femme plus ou moins invalide du ventre et souvent stérile... » Cette violation d'une fonction vitale, que le gynécologue condamne, et contre laquelle la nature s'insurge par des sanctions pathologiques, c'est aussi la raison d'être de l'immoralité intrinsèque de ces pratiques. Il ne m'appartient pas ici de faire leur procès à ce titre; qu'il me suffise de signaler que l'indiscipline sexuelle qui en est partout la conséquence et l'aboutissement logique ne peut laisser l'eugéniste indifférent. « Car l'eugénique humaine ne peut se contenter des méthodes appliquées dans l'élevage des animaux domestiques; pour l'homme, la question de droit et de devoir en matière de procréation est infiniment plus complexe que certains ne l'imaginent; elle implique, en effet, des facteurs moraux et spirituels dont on ne peut sous-estimer l'importance ». Du reste, les vrais eugénistes ne commettent pas cette erreur, et nous pouvons prendre pour nôtres ces conclusions du Congrès allemand de 1922 : « Qu'il est d'importance capitale de travailler à un retournement des consciences, à une transformation de la *Weltanschauung*; car l'avenir de la race exige que l'égoïsme individuel et social soit dans une certaine mesure sacrifié sur l'autel de la famille ».

Comment ne pas souscrire à des paroles aussi pleines de bon sens et de prudence ? Tel doit être le vrai langage de l'eugénique, science encore à ses débuts, riche de promesses, mais aussi d'incertitudes. Et si un programme négatif est indispensable pour réaliser ses fins, qu'on veuille toutefois, selon la parole de notre regretté maître le professeur Brachet, à ne pas priver la race, par une propagande imprudente, d'un de ces purs génies, souvent issus de milieux modestes, dont l'œuvre et la vie sont l'honneur de l'humanité.

Dr RAOUL DE GUCHTENEERE.

AVIS IMPORTANT

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons qu'une grève des typographes se déclanchera peut-être lundi à Bruxelles. Il se pourrait donc que les circonstances nous empêchassent de paraître vendredi prochain.

Godefroid Kurth

par Fernand Neuray ⁽¹⁾

Ces deux noms jurent d'être accouplés sur la couverture du même livre. Du moins, il ne manquera pas de lecteurs pour le penser et pour le proclamer. Sans doute ignorent-ils que Fernand Neuray est un brillant élève de Godefroid Kurth et qu'en petit comité l'illustre professeur disait qu'il avait eu, durant sa longue carrière, deux élèves : Pirenne et Neuray. Il ajoutait alors en souriant : quel dommage que Neuray ait mal tourné et se soit jeté éperdument et fougueusement, dès la jeunesse, dans les tourbillons de la politique et du journalisme; s'il avait continué la carrière scientifique si bien commencée, il aurait été le Pirenne catholique.

Le livre que vient d'écrire Fernand Neuray et dont nous le remercions vivement de nous avoir communiqué les bonnes feuilles, ne contredit pas le jugement de Godefroid Kurth. Ce livre a été rédigé *con amore*, avec la piété d'un disciple reconnaissant et enthousiaste; de plus, l'auteur n'y renonce certainement à aucune de ses conceptions et de ses convictions politiques, dont on ne dira pas qu'elles lui viennent toutes de son maître de l'Université de Liège, et cependant, l'impression que vous en donne la lecture est celle d'un portrait consciencieux, d'une monographie traitée selon toute la rigueur de la méthode historique. Soumission au fait, au document. C'est Kurth et la pensée de Kurth, non pas soi-même et sa pensée que nous présente Fernand Neuray.

Peut-être s'éloigne-t-il du genre historique par le soin et le fini de la composition littéraire. Par quoi nous ne voulons pas signifier une recherche artistique qui n'apparaît nulle part dans ce récit commenté, dont les qualités maîtresses sont l'aisance et la sobriété.

Ceux qui ont eu l'honneur et le bonheur de connaître personnellement Godefroid Kurth, ceux qui ont appris à le connaître par la lecture de ses ouvrages et par les rapports de ses disciples et de ses amis, liront sa biographie avec la joie délicate de découvrir le héros qu'ils aimaient et qu'ils croyaient connaître. Les autres se demanderont comment les catholiques, les patriotes et les démocrates de Belgique ont laissé passer quinze ans avant d'édifier le monument qui convenait à ce grand homme. Mais ils ne regretteront pas trop ce retard en contemplant l'œuvre qui, enfin, le glorifie dignement.

Fernand Neuray nous présente successivement le chevalier, l'homme d'action sociale et politique, l'historien, l'écrivain. Un seul de ces chapitres constituerait la vie d'un personnage considérable.

Pour nous faire comprendre le rôle de Godefroid Kurth, son biographe doit bien nous tracer des raccourcis d'histoire, qui ne sont pas le moindre mérite de l'ouvrage. La lutte scolaire, notamment, et les luttes de la démocratie liégeoise sont décrites à traits vifs et sûrs qui les campent devant notre esprit et notre imagination. Certains détails inédits ou perdus y instruiront même les érudits. Par exemple, l'attitude conciliante, très habile et très politique de Woeste dans les discussions parlementaires qui ont préparé le vote de la loi de malheur. De même que celle des libéraux trop rares qui essayèrent courageusement de s'opposer à la passion anticléricale de leur parti.

Nous donnons plus loin quelques pages du livre de Fernand Neuray, celles qui commencent le chapitre sur la démocratie liégeoise. Vous y verrez Neuray défendre Kurth le démocrate

(1) Sortira de presse incessamment, chez Van Oest. En vente aux édit. Rex, 52, rue Vital Decoster, Louvain (25 fr.).

contre l'incompréhension des conservateurs et les rigueurs de l'autorité religieuse. Pour revendiquer la liberté de pensée et d'action politique contre la pression des autorités ecclésiastiques, Neuray a bien soin d'emprunter les paroles de Kurth. Nous ne dirons pas que celui-ci n'ait pas excédé. Neuray ne le prétend pas plus que nous. Mais il est utile de constater chez un homme si profondément catholique, cette fierté et cette liberté à l'égard même de l'autorité qu'il vénérât le plus. Il est utile de montrer un grand serviteur de l'Eglise gardant sa personnalité et son droit d'initiative aussi longtemps et aussi loin qu'il estime ne pas être lié par la discipline catholique. Il est utile de répéter que la discipline catholique ne consiste pas à épouser toutes les manières de penser et toutes les préférences, surtout en matière politique et sociale, manifestées par son curé et même par son évêque. La discipline catholique parfaite consiste à penser avec l'Eglise enseignante et à conformer ses vouloirs aux commandements et aux directives de la hiérarchie : *sentire cum Ecclesia*. Mais la prudence, la foi et l'obéissance éclairées nous apprennent à ne pas engager l'autorité ecclésiastique plus loin que ne le veulent eux-mêmes les chefs ecclésiastiques. Les démêlés de Godefroid Kurth avec son évêque puis les témoignages d'estime dont celui-ci l'a comblé avant son départ pour Rome sont à cet égard, extrêmement suggestifs et significatifs. Seuls les faibles et les pharisiens pourront, croyons-nous, s'en scandaliser. Ceci soit dit, nous le répétons, sans vouloir justifier tous les gestes et toutes les paroles de Godefroid Kurth, mais pour affirmer qu'il a pu adopter l'attitude que rapporte Fernand Neuray sans cesser d'être le catholique fervent et l'apôtre magnifique qu'il fut depuis sa première jeunesse jusqu'à son dernier souffle.

Un chapitre qui intéressera non moins vivement le lecteur sera celui qui est consacré à l'historien. On y verra l'évolution, sous la pression ou, plus simplement, à la lumière des faits, de certaines conceptions synthétiques de Kurth, particulièrement au sujet du moyen âge et aussi de la valeur humaine de la civilisation romaine qu'il avait d'abord trop rabaisée pour mieux exalter la civilisation chrétienne. De même, Neuray laisse entendre que son enthousiasme chevaleresque pour les classiques chrétiens se nuance d'année en année jusqu'à n'être plus de l'enthousiasme, et que l'homme de lettres que fut Godefroid Kurth redevint ou plutôt demeura ce qu'il n'avait pas cessé d'être, un admirateur impénitent des littératures classiques par excellence, celles d'Athènes et de Rome. Il cite à ce propos quelques pages d'un lyrisme magnifique extraites de *Misraqim*, un des derniers livres de Kurth. Toutes les citations contenues dans l'ouvrage que nous analysons, et elles sont très nombreuses, bien choisies, souvent inédites, respirent d'ailleurs un atticisme du meilleur aloi.

Il y a des ouvrages historiques de Godefroid Kurth qui sont des thèses apologétiques, notamment *l'Eglise aux tournants de l'histoire* et même son premier grand livre et celui qui fit sa réputation *Les origines de la civilisation moderne*. Mais ils n'en restent pas moins des ouvrages de recherche ou de vulgarisation scientifiques. Et c'est là, peut-on dire, la définition de Kurth historien : l'homme qui a des convictions ardentes et des admirations qu'il ne songe pas à dissimuler et qui nous apparaît plus libre dans ses recherches et dans ses conclusions que l'érudit sans opinion et sans ferveur. Ne devrait-ce pas être la définition de tout savant catholique ? Le savant et le catholique digne de ces deux grands noms doit être doublement convaincu que l'Eglise et que toutes les causes qui lui sont chères n'ont besoin que de la vérité et ne sont bien servies que par la vérité. Mais le plus remarquable, en tout ceci, est que Godefroid Kurth a pu montrer au monde et imposer au respect unanime des esprits cultivés cette conciliation de l'esprit catholique et de l'esprit scientifique à une époque où s'affichait, avec le plus d'assurance, le préjugé de l'incompatibilité entre le

dogmatisme religieux et la liberté d'investigation. Avec le cardinal Mercier, Godefroid Kurth a puissamment contribué à pulvériser ce préjugé dont il reste bien peu de chose dans les milieux scientifiques, comme l'a prouvé la fameuse enquête du *Figaro*.

Nous ne pouvons achever cette présentation rapide sans dire l'impression de fraîcheur que laissent les nombreuses pages de journal, d'histoire ou de littérature, dont est bourré l'ouvrage de Fernand Neuray. Kurth était de son époque. Son style porte la marque de son époque. Et cependant il n'a pas vieilli. Parce que le style, chez lui, était vraiment forme et couleur de la pensée, du sentiment et des évocations puissantes qui hantaient son esprit de savant et son imagination de poète. Après avoir lu Fernand Neuray, nous sommes persuadés que beaucoup d'hommes cultivés reliront Godefroid Kurth en se demandant comment ils ont pu négliger un écrivain d'un tel agrément, un penseur et un homme d'une telle puissance d'entraînement et de rayonnement.

LOUIS PICARD.

Pour la démocratie chrétienne ⁽¹⁾

« La propriété privée est placée sous la garantie de la civilisation; elle est justifiée par la famille, elle est consacrée par les institutions publiques, elle est le stimulant de toute l'activité humaine et pour l'atteindre, il faudrait tout abattre : la religion, la patrie, la famille, la civilisation entière. »

GODEFROID KURTH.

La Nationalité belge, p. 175.

« C'est sur la base du principe révolutionnaire que le parti socialiste s'est développé. Ce principe, c'est celui de la souveraineté du peuple, substituant son absolutisme à l'absolutisme des rois. »

IBID.

Parce qu'il ne cachait pas ses croyances catholiques, Kurth avait été traité en « réprouvé », selon le mot de M. Henri Pirenne, par le gouvernement de 1879, et par le clan qui faisait alors la pluie et le beau temps à l'Université de Liège. Après qu'il se fut rallié publiquement à la démocratie chrétienne par sa fameuse lettre de 1893 à l'abbé Pottier, docteur et chef de l'Ecole de Liège, un grand nombre de catholiques influents virent en lui un suspect, presque un ennemi. A partir de 1896, sa violente et pittoresque apostrophe aux « coffres-forts en délire », aux « coffres-forts en ribotte » lui valut la réputation d'un démagogue dénué de sang-froid et de retenue.

Pure légende. Plus sentimentale que cérébrale, plus sociale que politique, la démocratie de Kurth a toujours été tempérée et, quant aux catholiques conservateurs, sincèrement unioniste. Peuple des pieds à la tête, la misère d'un grand nombre d'ouvriers, au temps des journées de onze, voire de douze heures, et des salaires de deux ou trois francs par jour le blessait comme la plus révoltante injustice et l'inquiétait pour l'avenir de l'Eglise catholique, condamnée, croyait-il, à voir les masses ouvrières se détourner d'elle si elle ne prenait la tête du mouvement réformateur.

Il avait grandi, comme la plupart des hommes de sa génération, dans la superstition « quatre-vingt-neuviste », à preuve les vers échevelés ou, collégien de dix-sept ans, il maudissait dans la *Revue trimestrielle* les châtelains bourreaux et le peuple martyr du moyen âge. Mais l'histoire l'a guéri. Dès 1892, il voit dans l'individualisme de 1789 et dans la suppression des corporations

(1) Pages extraites du *Godefroid Kurth* qui paraît aujourd'hui même à la Librairie Nationale d'Art et d'Histoire.

ouvrières la cause première de ce qu'il appelle l'absolutisme industriel et la servitude ouvrière et, dans le socialisme, une régression vers la barbarie. Sa démocratie est constructive, antirévolutionnaire, antisocialiste et antiégalitaire. L'égalité, il l'a dit dans une page éloquent, est contraire à la nature des choses : « il n'existe une certaine égalité politique que chez les peuples très jeunes ou très vieux... Le catholicisme est égalité mais aussi hiérarchie. Tous les hommes sont égaux au banquet sacré.

*Manducat Dominum
Pauper, servus et humilis...*

Mais l'Eglise est fondée sur l'autorité, la raison, la discipline. Quant à la guerre des classes « cette formule nous est odieuse » disait-il en 1906 aux démocrates liégeois. Et il ajoutait : « nous voyons dans ceux qui prêchent cette formule et dans tous ceux qui entretiennent la haine des classes les pires ennemis du peuple et de la démocratie » (*Dépêche*, du 18 juillet 1906).

En embrassant la cause de la démocratie chrétienne, son but était — il l'a dit expressément dans une note datée de 1892 — « de réconcilier, de purifier les forces démocratiques, de les faire servir à conjurer la guerre des classes d'une part, de les employer à conquérir d'autre part les réformes nécessaires ». On lui reproche d'être injuste et blessant pour les catholiques non démocrates parce qu'il les appelle « conservateurs » ? Dans sa pensée, ce n'est pas une insulte. Il faut des démocrates, mais il faut aussi des conservateurs. Il écrit à ce propos dans son « Journal » :

« Des hommes se sont trouvés assez mal inspirés pour se plaindre d'être outragés par moi quand je les ai qualifiés de conservateurs. Quelle aberration ! Il faut des conservateurs et il faut des démocrates, comme il faut deux pôles à une pile, comme la force centrifuge et la force d'attraction sont également nécessaires. Le progrès social ne s'établira que par là. Mais si ces forces sont dans deux camps opposés, ce sera la guerre des classes. Il les faut dans un parti qui les comporte toutes les deux. Conservateurs, restez ce que vous êtes, mais en permettant aux démocrates d'être ce qu'ils sont. Reconnaissez leur droit à l'existence. Ils le prendront si vous le leur refusez. Ce qui importe, c'est d'éviter que la distinction entre conservateurs et démocrates puisse jamais devenir une scission. »

Autre note du « Journal » : « pendant que j'étais dans ces dispositions, je fis la connaissance de l'abbé Pottier »...

Ces « dispositions » c'est le trouble, l'espèce de désarroi où l'encyclique *Rerum Novarum* (15 juin 1891) a jeté sa conscience catholique. Il parle à un autre endroit de « l'explosion de la question sociale ». Le fait est qu'il ne soupçonnait pas, jusque-là, son existence. Et voilà que le chef de l'Eglise dénonce la dépression de la classe ouvrière, déplore la chute des institutions qui la protégeaient, stigmatisent l'usure — *usura vorax* — qui la dévore !

Un catholique a-t-il le droit, parce qu'il est voué aux sciences historiques, de s'enfermer dans le passé, de se cloîtrer dans le haut moyen âge avec Grégoire de Tours, Frédégaire, Brunehaut, ces ombres évanouies pour toujours ? L'abbé Pottier est professeur de théologie morale au grand séminaire de Liège. Ce prêtre à la fois mystique, dogmatique, retors et jovial a une volonté de fer et un courage indomptable. Il enseigne dans son cours, sur la propriété, le juste salaire, le salaire minimum, le rôle social de l'Etat, une doctrine bientôt considérée par les dirigeants de la bourgeoisie catholique comme l'abomination de la désolation. L'encyclique lui paraît une approbation et un encouragement tombés du ciel même. Il fonde des coopératives, crée des syndicats de tailleurs, de boulangers, d'armuriers, de houilleurs, des syndicats exclusivement ouvriers, ni politiques ni confessionnels, en leur assignant comme but — il le dit expressément — non la conquête du pouvoir politique, non l'apostolat religieux, mais la réalisation d'un ordre social juste. Kurth et lui seront d'avis (*Bien du peuple* du 20 mars 1895) qu'il faut demander aux syndiqués le respect, non la pratique de la religion. « Nous sommes heureux quand la pratique existe, mais les ouvriers de tous les syndicats chrétiens peuvent certifier qu'on n'a jamais fait d'inquisition sur ce point et qu'on n'exige aucun billet de confession. » Adversaire déterminé, lui aussi, de la lutte des classes, l'abbé Pottier proclame que l'Etat a le devoir de dissoudre les syndicats politiques et révolutionnaires, et d'interdire toute grève des services publics. Syndicats ouvriers d'une part, associations patronales d'autre part, et, entre les deux, un organisme, composé de

délégués des uns et des autres, qui maintiendra ou rétablira les bons rapports et arbitrera les conflits : voilà selon lui la solution, l'unique solution du problème. La ligue démocratique belge est née en 1891, l'année de l'Encyclique. Elle a pour président M. Georges Helleputte. Particularisme liégeois ou méfiance à l'égard de tendances trop chevrechoutistes à son gré ? L'abbé Pottier fonde, en 1892, l'Union démocratique chrétienne de Liège, qui gardera toujours, sinon une entière autonomie, du moins une large indépendance et un caractère original et qui aura, cette année même, son quotidien à elle, l'éphémère *Bien du Peuple*, plus remarquable par l'ardeur et le savoir de ses collaborateurs que par leur compétence journalistique.

« La forme sous laquelle se présentent les problèmes sociaux m'est ardue — note Kurth dans son « Journal » — et leur solution me surprend. Minimum de salaire, maximum d'heures de travail, pensions ouvrières ; tout cela hante mes idées ; tout cela, avait-on toujours dit, c'est du socialisme ; tout cela était présenté par les socialistes et par conséquent suspect. Et puis, ces questions ne m'avaient jamais préoccupé et il me fallait, à quarante-cinq ans, refaire mes études, avouer qu'un aspect du monde m'avait échappé. Je dois me remettre à l'école, et apprendre des choses dont on ne s'occupait pas de mon jeune temps : c'est une raison suffisante pour les étudier avec modestie, tout en ne perdant pas de vue la vérité connue d'avance avec laquelle le résultat de ces études doit s'accorder. »

On le vit au cours public de l'abbé Pottier, anxieux, attentif, un peu méfiant et prompt à reprendre le maître quand celui-ci sortait de sa spécialité, pour s'aventurer dans le domaine de l'histoire. « Il assista au cours de Pottier et il discuta avec lui — a écrit M. Karl Hanquet ; un jour, le théologien ayant exécuté la Renaissance, l'historien, reprenant ce grand sujet, le mit au point, en distinguant et en définissant ». Sa conviction est bientôt faite : la vérité et la justice sont de ce côté-là. Mais faut-il, pour les servir, qu'il entre dans la bagarre où se débat l'abbé Pottier, exalté, porté aux nues par quelques disciples enthousiastes comme les Liégeois savent l'être, honni d'autre part, malgré l'appui de son évêque, comme un révolutionnaire, voire comme un hérésiarque ?

L'abbé Pottier de se prononcer publiquement. Kurth hésite. Il note à cette époque dans son « Journal » : « j'ai vieilli, j'ai combattu, je vois se lever l'heure du triomphe ; mes ennemis sont à terre ; on vient à moi ; les succès littéraires m'arrivent ; je suis une force et on me traite comme si j'étais un grand homme. Je vais pouvoir me reposer, goûter le fruit de mon travail. De vastes projets s'élèvent. Je goûte quelque douceur de la vie... Il a le pressentiment des déboires qui l'attendent s'il se laisse entraîner à de nouvelles batailles, non plus contre des adversaires, mais contre des amis et des compagnons d'armes dont l'inimitié, il le pressent aussi, sera pour lui un tourment de tous les jours. Ce fut un des adversaires de l'abbé Pottier qui le décida à « passer ce Rubicon ». Citons encore le « Journal » : « un homme qui est son passionné et mortel ennemi m'entretint de ses espérances de le faire condamner à Rome et renvoyer comme curé dans une petite paroisse ; il me sembla que je ne pouvais permettre cela ; je parlai ». Le 22 janvier 1893, le *Bien du Peuple* publiait la lettre ci-dessous :

« Liège, le 18 janvier 1893.

» MONSIEUR L'ABBÉ,

» Vous avez bien voulu me demander d'entrer dans le comité de rédaction du *Bien du Peuple*.

» Bien que je doive craindre, en multipliant mes responsabilités, de voir bientôt mes forces trahir mon courage, je m'en voudrais de me dérober à votre appel.

» Je suis heureux de vous donner un témoignage de ma sympathie pour la cause dont vous vous êtes fait le généreux et dévoué champion. Je le suis surtout de pouvoir vous montrer combien j'apprécie votre fécond apostolat auprès du peuple ouvrier.

» Vous êtes de ceux qui ont compris de bonne heure qu'il faut par des mesures promptes et efficaces, venir en aide aux hommes des classes inférieures, attendu qu'ils sont pour la plupart dans une situation d'infortune et de misère imméritée. A la lumière des principes théologiques, vous avez reconnu l'iniquité profonde du régime dans lequel nous vivons depuis la Révolution française. Grâce à la destruction des institutions corporatives, à l'affaiblissement des sentiments religieux dans les classes dirigeantes, à la propagation de fausses doctrines économiques, une féodalité industrielle,

infiniment plus oppressive que la féodalité territoriale d'autrefois est parvenue à imposer un *joug presque seroile à l'infinie multitude des prolétaires*. Les théoriciens qui cherchent à justifier cet état de choses vont répétant qu'il n'y arien à y faire, la condition misérable infligée à une grande partie de l'humanité n'étant, à ce qu'il paraît, que l'application d'une loi d'airain, et les bases de l'ordre social se trouvant ébranlées dès qu'on s'avise de contester des doctrines qui font du prolétariat quelque chose comme une institution de droit naturel.

» Vous avez bien raison de ne pas vous laisser intimider par ces sophismes. Il n'y a pas de fatalité économique assez forte pour empêcher la civilisation de respecter le droit imprescriptible de tous ses membres à une existence honorable. La société chrétienne est assez libre pour être juste et c'est un blasphème d'insinuer que la dégradation sociale d'un grand nombre de nos semblables, puisse entrer, pour si peu que ce soit, dans le plan providentiel du monde. N'est-ce pas une dérision, au surplus, d'entendre les apôtres du progrès indéfini préconiser un état social qui, si on lui laissait produire toutes ses conséquences, nous ferait rétrograder de deux milliers d'années vers les tristes temps où les trois quarts du genre humain vivaient dans les fers de l'esclavage!

» Ce n'est pas se nourrir de chimères que de chercher à améliorer, d'une manière sérieuse, la condition sociale des plus intéressantes victimes de la Révolution. Que la classe ouvrière puisse être, dans une nation civilisée, un organisme influent et respecté, jouissant de ses droits propres et sachant, à l'occasion, les défendre, c'est ce que démontre à suffisance l'histoire de notre régime communal au moyen âge. Pourquoi, sous une forme appropriée aux besoins d'une société plus vaste et plus complexe, ne redeviendrait-elle pas au XX^e siècle ce qu'elle était dès le XIII^e? Pourquoi, au souffle créateur de l'esprit catholique, les innombrables atomes populaires qui tourbillonnent aujourd'hui dans le vide ne se reconstitueraient-ils pas en un corps organisé et vivant, assez fort pour ne pas devoir le respect de ses droits primordiaux à la charité d'un patron ou à l'humanité de quelque société anonyme?

» Non, ce n'est pas être trop exigeant envers la société actuelle que de lui demander, pour les ouvriers, une situation correspondante à celle des *bons métiers et des louables corporations* du moyen âge. Ils y ont droit, et c'est en vain qu'on essaierait de s'opposer à l'irrésistible mouvement qui les porte vers l'émancipation complète. Ce qu'il faut craindre, ce n'est pas que ce mouvement n'échoue, c'est plutôt qu'il ne dévie. Assez d'influences funestes travaillent à le pousser dans les voies de l'anarchie révolutionnaire, et celle-ci aboutirait inévitablement, peut-être après un très court essai de l'utopie socialiste, au despotisme de quelque prétendu sauveur. Au prix de quelles souffrances infinies pour le peuple et de quels désastres pour la civilisation, Dieu seul le sait!

» Pour conjurer ce suprême danger, il est temps que les vrais amis du peuple aillent résolument à lui, et se mettant à sa tête, l'aident à se réintégrer sans trouble et sans violence dans le rang social dont il a été dépossédé. Mais il ne leur sera pas facile de reconquérir d'emblée la confiance des multitudes grisées de chimériques espérances et nourries d'implacables rancunes. Ils devront leur faire comprendre qu'ils connaissent d'autres remèdes aux maux dont souffre le corps social que la résignation du pauvre et la charité du riche. Ils devront leur porter un programme ouvrier contenant la formule de toutes les revendications légitimes de la classe populaire. Là est le seul moyen de les arracher aux étreintes mortelles du socialisme, et de les ramener au respect de l'ordre et de la légalité.

» Or ce programme existe, ce programme a toujours existé et c'est le vieux programme de l'Eglise catholique. S'il a été trop oublié parmi nous, c'est parce que, jusque dans ces derniers temps, nous étions restés, en matière économique, sous la domination du libéralisme, dont nous nous sommes définitivement affranchis en matière religieuse et politique. Mais, de même qu'aucune force ne se perd dans la nature, aucune vérité ne se perd dans l'Eglise. Du milieu des ténèbres intellectuelles que le règne des faux principes de 1789 avait accumulées autour de nous, l'Eglise a fait entendre sa voix souveraine et proclamé, avec une netteté sans pareille, les lois éternelles qui doivent présider à l'organisation du travail. L'encyclique *De Conditione Operariorum* a été, selon la parole de Janssen mourant, un des événements les plus considérables de l'histoire moderne. L'avenir saluera en elle la grande chartre d'affranchissement du prolétariat, et la postérité dira

qu'elle a marqué, en même temps que le retour à la grande tradition du passé catholique, le point de départ d'une ère meilleure. Désormais, ceux qui travaillent pour le peuple devront aller chercher là leurs aspirations, et ceux d'entre nous qui veulent en être écoutés seront obligés de se présenter à lui, le programme de Léon XIII à la main.

» Vous l'avez compris, Monsieur l'Abbé, et vous vous êtes mis à l'œuvre un des premiers. Soyez félicité de cette généreuse initiative. Votre exemple a été fécond et vous avez trouvé plus d'un imitateur dans les rangs de ce noble clergé, dont le cœur, comme celui de son divin Maître, a toujours battu à l'unisson du cœur des pauvres et des opprimés. Comme Belge et comme catholique, je m'en réjouis. J'attends beaucoup de votre apostolat et du leur. Je ne doute pas qu'il fasse pénétrer la parole du Souverain Pontife jusque dans les milieux les plus réfractaires à la bienfaisante influence de la religion. Et c'est dès maintenant un rassurant symptôme pour tous ceux qui se préoccupent de l'avenir de la civilisation, de voir la robe noire du prêtre catholique apparaître, entourée du respect unanime, dans les meetings des ouvriers industriels. Sa présence y est un gage d'apaisement social et de progrès pacifique. Les classes supérieures n'ont rien à craindre d'un peuple qui s'émancipe sous les auspices de son clergé. Par contre, il n'est rien qu'elles n'aient à redouter de multitudes auxquelles le ministre de Jésus-Christ n'arriverait plus, et qui seraient abandonnées aux excitations sauvages des meneurs.

» Nos contemporains feront bien d'y réfléchir : dans peu de temps, ils n'auront plus que le choix entre la démocratie catholique et la démogagie socialiste. Malheur à nous si nous fermions les yeux à l'urgence de cette formidable alternative.

» Veuillez agréer, Monsieur l'Abbé, l'expression de mon respectueux dévouement en N.-S. J.-C.

» GODEFROID KURTH. »

Quelques années plus tard, Kurth écrivait dans son « Journal » à propos de cette lettre : « Ce fut mon passage du Rubicon; il a marqué une phase de mon existence, et l'a remplie de maux sans nombre, mais je ne le regrette pas et je referais le même pas sans hésiter s'il était encore à faire aujourd'hui ».

FERNAND NEURAY.

Le tombeau de mon petit ami

J'écris ces lignes à la mémoire de Bernard Marcelin, mon petit ami, élève de l'Institution Saint-Lazare d'Autun rappelé à Dieu dans sa septième année, le 31 janvier 1931.

Rappelé à Dieu... Que Dieu soit donc béni de nous avoir donné à nous, chrétiens, le moyen d'exprimer ainsi cette chose horrible. Il y a des mots lourds qui étouffent, des mots qu'on n'ose pas prononcer ou écrire.

Rappelé à Dieu... Ce petit garçon courait, si vif, si joyeux, à travers sa jeune vie, qui était encore pour lui comme un grand champ de récréation. Et voilà que, de là-haut, le Maître lui a fait signe...

O mon enfant, que ne suis-je poète pour te chanter une élogie, pour dire en beaux vers français tout ce qui me gonfle le cœur à ton souvenir. Je cherche des mots, des phrases, des cadences à te donner, comme je cherchais dans mes tiroirs, quand tu me rendais visite, afin de te faire un petit cadeau.

Tu étais venu me voir, la dernière fois, aux environs de l'Épiphanie, peu de jours avant de tomber malade. La crèche que je construis chaque année, à l'intention de mes jeunes visiteurs, ornait encore ma grande salle. Nous avons tiré les rideaux, allumé toutes les bougies. Et vous étiez assis, serrés, l'un près de l'autre, toi, ton grand frère Lili et ta petite sœur Odile, contemplant avec une religieuse admiration ces lumières qui brillaient au milieu

du feuillage et les belles mandarines que j'avais disposées à travers les guirlandes de lierre.

Nous étions si bon camarades. Je te rencontrais souvent allant en classe. Je t'apercevais de loin, comme une mouche, au fond de la rue aux Rats; je m'approchais à grandes enjambées. Tu me prenais par la main avec confiance et me montrais ce que tu portais pour ton goûter.

Nous avons pique-niqué et gambadé ensemble sur la terrasse des Ayrelles et dans les bois de Folin. J'ignore quelle idée tu te faisais de ma haute réputation de savoir. Tu devais surtout me regarder comme un vieux monsieur qui sait mille moyens d'amuser les enfants. Moi, j'éprouvais une tendre et coupable sympathie pour ton caractère audacieux et turbulent, mais j'avais une plus juste estime de tes mérites. Je te savais bon écolier. Je viens d'avoir en mains tes cahiers si bien tenus. J'y ai vu des additions et des soustractions impeccables, des exercices sur les pluriels en « aux », et cette phrase de ta dernière analyse grammaticale, qui me met un frisson au cœur : « La blanche neige couvre la terre, les malheureux grelottent... ».

Ah! dans ce cher foyer où tu grandissais au chaud, petit garçon, avec quelle amitié j'étais reçu par ton papa que j'aime tant, ta maman et ton grand-père paternel! Que de fois nous avons été voisins de table. Je t'ai rendu plus d'un bon office, avec la cuillère et le couteau, quand tu étais tout petit. Nous nous volions notre pain. J'étais souvent le moins sage des deux. Mais le soir, quand tu récitais ta prière, à genoux, le nez au mur, sous la Vierge de Charlier, je te soufflais les mots qui te manquaient.

Cette belle Vierge de Charlier, qui tient son saint Enfant, debout, sur sa paume ouverte et appuie sa joue à sa tempe, ce saint Enfant en chemisette, qui lève la main avec un geste de bonheur et de bénédiction, je viens les revoir encore, maintenant que tu n'es plus là, mais c'est pour ta mère que je les prie...

Mon enfant, est-il possible que cette jeune ardeur soit éteinte, cette vie exubérante, brisée! J'ai vu toute une ville dans les larmes. J'ai vu pleurer sur toi et sur le sort humain des gens qui ne connaissent ni toi, ni ta famille. Dans les magasins et aux téléphones, en visite et sur les trottoirs, d'un bout à l'autre d'Autun, tout le monde demandait de tes nouvelles, tout le monde suivait, avec angoisse, les progrès de cette affreuse pleurésie purulente contre laquelle luttait ton vaillant petit cœur.

Comment dirai-je ce qui se passait en moi quand je cherchais une cravate et des gants pour aller à tes funérailles. C'était le jour de la Purification, le jour où l'Enfant-Dieu est présenté au Temple, qu'on devait chanter ton entrée au paradis. Les cierges de la Chandeleur allaient s'allumer autour de ton cercueil.

Dans la rue où se pressait la foule muette, apeurée, je regardais à travers la voile mouvant de mes larmes, de vieilles maisons voisines de celle qui t'avais vu naître, il y avait six ans et dix mois, pauvre petite fleur éphémère au milieu de ces pierres antiques. Je regardais glisser sous les draperies blanches et les couronnes funèbres cette bière si grande pour ta taille — que je connaissais bien, moi qui, si souvent, t'avais hissé sur mes épaules — cette bière qui était comme une pudeur de la Mort...

Bénie soit donc aussi la Mère Eglise qui, lorsque nous mettons en terre des innocents, nous épargne les lugubres frissons des *Requiem* et les cris déchirants des *Libera*. Non, il n'était pas besoin d'adjurer le Dieu vengeur de ne point entrer en jugement avec toi. Tu étais sur les genoux de ce divin Père, tu l'étourdissais de ton babil et il t'étreignait en souriant.

Bénie soit la sainte Liturgie qui fait éclater sur la tombe des enfants l'allégresse de ses Laudes.

A ceux qui voulaient murmurer contre l'injustice de ton destin, elle disait, par la voix du psaume :

« La terre est au Seigneur dans toute sa plénitude, le globe terrestre et tous ceux qui l'habitent. »

A ceux dont la conscience tremblait devant la terrible Faux qui ne connaît point d'âge, elle disait :

« Qui montera sur la montagne de Dieu? Qui sera digne d'entrer dans son lieu saint? — Celui dont le cœur est pur et les mains innocentes. Ouvrez-vous, portes éternelles. »

Et j'entendais les anges se demander : « Qui donc entre ici, aujourd'hui, en triomphe? »

« C'est le petit Bernard Marcelin, de la paroisse Notre-Dame d'Autun », répondaient les échos du ciel. « Il est de cette génération à qui l'on a appris à chercher Dieu. Ouvrez-lui les portes. »

Le jour tombait, grisâtre, brumeux, quand nous avons pris le chemin du cimetière. Quelle immense mélancolie pesait sur cette campagne vide, silencieuse, décolorée, qui ne portait l'habit d'aucune saison. Des soldats revenaient du tir et sifflaient derrière les haies. Ni gens, ni bêtes, dans les champs. La journée était finie. Que faisons-nous donc là?

J'eus moins de peine à passer devant cette fosse béante, que devant cette douleur, debout, raide, alignée, qui nous attendait à la porte. Je me jetai dans les bras d'un père que je fis encore pleurer...

Bernard, envoie-nous ton ange. Un de ces anges de petits enfants dont l'Évangile nous dit qu'ils voient tant qu'ils le veulent la sainte face de Dieu. Afin que luise sur nous la lumière de cette face et qu'elle donne la joie à nos cœurs.

PAUL CAZIN.

Réponse à Paul Lespineux

Mon excellent ami, Paul Lespineux, a été victime d'une bizarre aventure. Volant au secours de la Commission de Toponymie qui veut, comme on le sait, chambarder l'orthographe de quelques six cents communes flamandes et de pas mal de communes wallonnes, il s'est, dans sa hâte, trompé de panoplie et est arrivé sur le champ de bataille porteur d'armes qui seront fort utiles à ceux précisément qu'il se proposait de pourfendre : à Ch. van Renynghe de Voxvrie et au soussigné.

Que veut faire la Commission de toponymie? Elle veut que les noms des communes s'orthographient dorénavant comme des mots ordinaires de la langue. Les lettres qui, comme le *x*, ne se trouvent pas dans le néerlandais moderne seront remplacées par *ks*; de même le *c* fera place au *k*; d'autre part, les lettres qui ne se prononcent pas disparaîtront ou bien feront place à des lettres sonores éventuellement doublées. On n'écrira plus *Dixmude*, mais *Diksmuide*; *Exaerde*, mais *Eksaarde*; *Morlanwelz*, mais *Morlanwez*; *Lophem*, mais *Loppem*; *Waereghem*, mais *Waregem*.

La justification de cette mesure est double. D'abord, une question d'ordre pratique, celle qui est le plus souvent mise en avant : l'anarchie règne dans la graphie de beaucoup de noms; il y a intérêt à adopter une orthographe unique. Exemple : les uns écrivent *Yperen*, les autres *Yper* (et, il y a une vingtaine d'années, la ville a obtenu la consécration de cette seconde forme). Le *Modern Woordenboek* de Verschuere écrit *Ieperen*. Or, que propose la Commission? D'écrire *Ieper*! Cela fera quatre orthographes au lieu de trois. D'autre part, la plupart des communes pour lesquelles une modification est proposée ne connaissent actuellement qu'une orthographe. Certes, il arrivera que, même sous la plume de gens lettrés, on trouve *Stabroek* pour *Stabroeck*, *Hal-Boeiehoven* pour *Halle-Boeyhoven* — comme on écrira *Reylandt* ou *Rieland* pour *Ryelandt*, *Van de Weyer* pour *Van de Wijer*, *Rubens* pour *Rubbens*... Mais lorsqu'il s'agit de *Lophem*, de

Caeskerke, de Thjelt, de Sottegem ou de Tervueren, des familles Looz-Corswarem ou Croy, personne n'hésitera. La confusion possible n'est donc qu'un prétexte; d'autant plus qu'il suffirait, comme l'a voulu le législateur de 1882, invoqué à tort par M. Van de Wijer et par Paul Lespineux, de choisir une des orthographes en cours et de lui donner la consécration officielle.

Seconde raison : rationaliser l'orthographe. Et ici, Paul Lespineux entre dans un subtil distinguo où il trouve sa perte. Pour les communes wallonnes, dit-il, il ne faut pas perdre de vue que la langue française est statique, et que les archaïsmes y sont nombreux. « Les supprimer serait donc bouleverser l'allure même de la langue. » C'est pourquoi la Commission s'est bornée à supprimer les lettres supplétives et à uniformiser les terminaisons (Beauwelz devient Beauwez, comme Noduwez; Ressaix devient Ressaïs, comme Marbais, etc.). La langue flamande, elle, est en pleine évolution : elle est dynamique, paraît-il! Son évolution la pousse à « rejeter tout ce qui est inutile et parasite ». Déjà elle a éliminé le *ae* et le *y* pour les remplacer par *ai* et *ij* et elle tend (on sait que divers auteurs écrivent déjà de cette façon) à substituer le *s* au *sch* — Vlaams pour Vlaamsch, par exemple — et à supprimer toute consonne qui ne se prononce pas. Cela justifie, aux yeux de P. Lespineux, les réformes proposées par la Commission. « La nouvelle orthographe, dit-il, sera en concordance avec la prononciation et l'évolution de la langue »; et, d'un même trait de plume il ajoute, en toute candeur : « Les noms... seront de la sorte fixés une fois pour toutes! » Il faudrait s'entendre : les noms seront fixés si la langue est « statique » et si, d'autre part, l'orthographe proposée est bien conforme à l'orthographe en usage pour la langue! Mais il s'en faut... P. Lespineux dit lui-même que l'orthographe de la langue évolue : c'est donc qu'elle n'est pas fixe! Et pourrait-il dire à quelle orthographe correspond la liste proposée par la Commission? Elle remplace *ae* par *aa*, *c* par *k*, *y* par *ij* : cela correspond à l'orthographe courante (et officielle) actuelle de la langue. Mais elle supprime tous les *h* des terminaisons en hem : n'est-ce pas un premier pas vers l'orthographe simplifiée et phonétique de la langue? La Commission remplace Schaarbeek par Schaarbeek; mais certains écrivent déjà Scarbek : va-t-on, sous prétexte de dynamisme, nous imposer un jour ces plaisanteries?

La Commission a remplacé Thourout par Torhout : elle fait ici de l'étymologie. De Audenaerde, elle fait Oudenaarde : c'est de l'archaïsme. Où est alors la règle unique?

Toute cette argumentation est d'ailleurs basée sur une idée manifestement erronée. Paul Lespineux, comme ces messieurs de la Commission, considère les noms de communes comme des mots ordinaires de la langue, dont le sort orthographique doit être lié à celui de la langue. M. Van de Wijer, rapporteur de la Commission, dit qu'il en va de même des noms de famille et il a parfaitement raison : noms de famille et noms de communes correspondent les uns comme les autres à une notion toute particulière, radicalement différente de celle que visent les substantifs de la langue; l'élément historique y joue un rôle prépondérant. Le nom est un signe, qui, à un moment donné, les caractérise et doit en principe rester immuable, parce que la famille X... ou le village Z... sont bien le même objet aujourd'hui qu'il y a plusieurs siècles. Changer leur nom (qui a une valeur aussi visuelle qu'auditive) est créer une confusion. Des modifications se glissent parfois dans l'usage; elles sont dues à la fantaisie ou à l'ignorance d'un scribe; elles peuvent être dues aussi à l'obscurité de la famille ou de la localité. Une société civilisée se doit de les éviter!

N'assimilons donc pas des notions fort différentes. Paul Lespineux ne consentirait jamais à ce qu'une commission d'onomatistique lui impose le nom de l'Épineux sous couleur de concordance avec la langue moderne. Et demandera-t-il à MM. Van Cauwelaert, Baels, Heyman, Carnoy, Huysmans, Van Caeneghem, Van de Vyvere, De Bruyne, De Clercq et Clynmans de « normaliser » leurs noms? Paul Lespineux déplore qu'on écrive actuellement Auderghem et Sottegem. La belle affaire! On écrit bien Ryelandt et Van de Wijer, Van Outryve et Van Houtrive, Vanderveelde et Vanderveelde!

Qu'on « normalise » dans une mesure raisonnable, rien de mieux. Que par exemple on consacre Aalst, au lieu de Aelst, nous n'y voyons pas d'objection, puisque tel est l'usage généralement admis aujourd'hui. Mais on doit y aller avec prudence. Or ce qu'on nous propose, c'est de *bouleverser* de fond en comble et d'un coup l'orthographe de plusieurs centaines de communes, de façon telle qu'on ne s'y retrouvera plus!

J'écrivais plus haut que Paul Lespineux, dans sa hâte belliqueuse, me donne des armes contre lui-même : « Nos voisins de Hollande et de France nous ont précédés, écrit-il, dans la voie de la normalisation des noms de lieux ». Tiens, les Français auraient-ils renoncé à écrire l'Aisne, le Quesnoy, Troyes, Auxerre (qu'on dit Ausserre!) ou Faulquemont? Les Hollandais n'écriraient-ils plus Yssel, Eindhoven, Arnhem? Non, oyez plutôt : « Ne voyons-nous pas en France Sète et Alais redevenir Sète et Alès et même le port du Havre demander à reprendre son archaïque dénomination de Havre-de-Grâce? » Eh! voilà une normalisation qui diffère quelque peu de celle de M. Van de Wijer! Citons encore : « Espérons que disparaîtra [chez nous], ineffable et artificiel Jandrenouille qu'un fonctionnaire du début du XIX^e siècle substitua au *séculaire* et *courant* Jandrignoul ». Nous voilà encore plus loin de nos toponymistes artificiels et novateurs. Éloignons-nous encore d'eux... en compagnie de P. Lespineux. Notre ami est adversaire des traductions de noms propres; combien il a raison! Les noms de communes, les noms de famille (les prénoms aussi d'ailleurs) ne devraient jamais être traduits et ce pour les mêmes raisons que nous avons dit plus haut à propos de leur modernisation. Mais ici des exceptions doivent être admises. Pourquoi? Parce qu'un usage constant a donné une valeur égale, d'après la langue qu'on parle, à London, Londen ou Londres, à Köln, à Cologne, ou Keulen, à 's Gravenhage et à La Haye, alors qu'il n'y a qu'une forme pour New-York, Madrid ou Bordeaux. C'est l'usage qui, en matière de noms de communes doit nous régir. Que dit P. Lespineux? « Les traductions seront conservées là où elles sont d'usage courant... De grâce, qu'on n'aille pas au delà. Qu'on se base sur la réalité et l'usage et qu'on proscrive les innovations! » Ces excellentes raisons valent aussi pour l'orthographe. Il faut proscrire la fantaisie, écrit ailleurs P. Lespineux : eh! que demandons-nous d'autre?

Paul Lespineux s'étend longuement sur le côté juridique du problème. J'ai dit ailleurs quelle était la règle à suivre en cette matière et pourquoi. Tout comme pour les noms de famille, le premier principe, ici, est qu'un nom ne peut être changé que sur demande justifiée de la partie intéressée (ce fut le cas de Bleiberg, comme de La Roche-en-Ardenne). Or c'est cette condition première qui manque pour les noms de communes, puisque toutes, au contraire, protestent contre les modifications proposées!

* * *

Paul Lespineux termine son article en soulignant qu'il est Wallon et qu'il est regrettable que ce soit un Wallon qui ait dû rappeler deux Flamands « au respect et à la compréhension du mouvement flamand » Qu'il me permette de lui dire, en toute amitié, combien je regrette qu'un esprit de sa qualité ait cru devoir recourir à cette sorte d'argument. Nous représenter, Ch. van Rensynghe et moi (et ce ne sont pas nos deux personnes qu'il vise ici, on le comprend) comme des sortes de conservateurs désuets, ennemis des aspirations de la Flandre, c'est... Mais faut-il répondre? Les formules toutes faites, on s'en sert sans examen, n'est-ce pas?

On peut estimer qu'écrire Latem pour Laethem, Loksbergen pour Loxbergen, Ingooigem pour Ingoyghem, Maaseik pour Maeseyck, Kortenbergh pour Cortenberg, Veltem pour Velthem, Gistel pour Ghistel est conforme aux « aspirations des Flamands fiers de leur renouveau ». On me permettra d'estimer, pour ma part, que la culture flamande n'a rien à gagner à voir se déformer des noms auxquels se rattachent des souvenirs artistiques, littéraires, hagiographiques et historiques!

Je me demande d'ailleurs ce que la question des langues vient faire dans un conflit où nous trouvons des journaux réputés fransquillons aux côtés du *Standaard* et la quasi-unanimité des bourgmestres flamands, flamingants et frontistes compris, aux côtés de Ch. van Rensynghe... Si ce n'était un argument fort discutable d'invoquer l'autorité de gens morts depuis trente ans, je pourrais dire, sans craindre de me tromper que, dans cette affaire, Guido Gezelle n'aurait pas été dans les rangs des normalisateurs.

Être classé avec Guido Gezelle parmi les ennemis du peuple flamand — ma foi, je le veux bien.

DANIEL RYELANDT.

Travail de savant et idéal d'unification

Depuis que nous avons commencé la campagne tendant à empêcher le chambardement des noms de communes, de tous côtés se sont élevées des protestations qui n'émanent pas uniquement de ceux que M. Van de Wijer qualifie d'anti-flamands. Il fallait bien s'attendre à ce que le professeur Van de Wijer, après avoir décrété que quiconque ne pensait pas comme lui n'était pas intelligent, allait prendre après le monopole de l'intelligence, le pouvoir de décerner le titre de bon Flamand exclusivement à ceux qui partageaient sa douce manie réformatrice. Malgré la crainte que d'aucuns peuvent éprouver d'encourir le courroux des normalisateurs, nous avons reçu de nombreuses approbations émanant de milieux flamands, et nous nous sommes vus soutenus par d'authentiques docteurs en philologie germanique, qui apprécient d'autre part, à leur juste valeur, la plupart de ceux qui promettent en Flandre leur « Doktoraat ». Des travaux d'érudits nous sont parvenus, des rapports présentés à des sociétés savantes en West-Flandre, qui établissent combien l'œuvre enfantée par la Commission de toponymie devrait se garder des adjectifs que lui prodigue ce généreux Wallon, notre ami P. Lespigneux : « Caractère hautement scientifique ; » « Projet raisonnable et modéré ; » « Lentement, patiemment, la Commission a dressé une liste des noms des communes. »

* * *

Tout d'abord la Commission n'a pas dû accomplir une œuvre de patience et de persévérance en sortant la liste actuelle. Celle-ci existait depuis 1894 et avait été rejetée à cette époque comme absurde et indéfendable. La Commission n'a fait que ressusciter une énumération détournée en 1916 par les Allemands, en y donnant de-ci de-là une retouche. Retouche suffisante à elle seule pour démontrer que cette œuvre, qui paraissait définitive en 1894, étant le résultat de huit ans de travaux, se trouvait démentisée trente ans plus tard. Instabilité fatale dans ce domaine lorsque l'évolution de la langue sert de base à la graphie des noms propres.

La Commission de toponymie n'a rien inventé. Elle a enfourché un vieux dada. Il est donc superflu de s'attendrir devant ce monument de science et de patient labeur de nos savants modernistes.

* * *

Œuvre scientifique! La Commission s'en défend elle-même. Elle n'a pas voulu faire œuvre de science. Elle prétend rajeunir et unifier. Par conséquent, P. Lespigneux se bat contre des moulins, quand il prétend défendre l'érudition des normalisateurs. C'est d'ailleurs le second reproche que nous pouvons adresser aux normalisateurs : de ne pas faire œuvre de science. S'il y a lieu de changer l'orthographe des noms, — ce que nous nions, celle-ci étant fixée, — il faudrait le faire en ramenant autant que possible celle-ci vers son origine. On nous a reproché de ne pas nous incliner devant des hommes de science. Et ceux-ci se vantent de ne pas avoir fait œuvre scientifique!

Si nous sommes suivis par tous les Flamands attachés plus à leur pays et à leur race, qu'esclaves d'une idéologie raciale, sur laquelle vient se greffer une imitation servile des directives d'outre-Moerdijk, c'est que les innovations des toponymistes détruisent précisément tout ce qui subsiste de purement flamand dans nos noms de communes, ce qui les distingue de régions à régions, pour tout fondre dans une unité qui engloberait tout le pays allant de la Frise à la Flandre française.

* * *

Les Flamands s'opposent à ce que des modernistes suppriment la lettre *h* dans les finales *ghem* ou *ghe*. Que signifie cette lettre? C'est la première lettre d'un mot, du *heim* ou du *heem* ancien. Cette finale du nom d'une commune lui donne toute sa signification; il faut que l'on puisse la retrouver. Pourquoi les novateurs la sup-

priment-ils? Leur réponse est admirable. Parce que cette lettre a été supprimée antérieurement en Flandre orientale. Mais ils n'ajoutent pas que cela ne se fit pas sans d'innombrables protestations, et que le fait d'une l'ètise ne crée pas le droit de commettre une sottise.

P. Lespigneux prétend qu'actuellement « les noms de localités de la partie flamande du pays ont une orthographe à l'usage des gens de langue française ». Pour affirmer d'une façon générale pareille contre-vérité, P. Lespigneux a l'heureuse excuse d'être Wallon. Il saurait sinon que tous les noms de communes qui se terminent encore actuellement en *ghe* et *ghem* possèdent cette orthographe depuis, parfois, un millénaire! Et il n'ignorerait pas que cette longue possession n'a été interrompue que pendant l'occupation française au début du XVIII^e siècle. C'est au moment où les Français se battaient à Oudenarde, comme ils l'écrivaient et comme le souhaite la Commission, c'est au moment où Boileau pliait au besoin de ses rimes les noms des lieux des Pays-Bas, c'est à ce seul moment de l'histoire de Flandre que l'on écrivit : Boesinge, Elverdinge, Poperinge, Leffinge, etc. Après 1715, le pays d'*Ieper*, comme le gravaient les Français sur leurs cartes, et comme l'écrivent nos modernistes, le pays d'Ypres se hâta d'effacer toute trace de la domination étrangère en reprenant sa vieille orthographe traditionnelle. Affirmer avec P. Lespigneux que l'orthographe actuelle n'est qu'une francisation, revient à dire que l'on ne connaît rien de la question.

* * *

Les Flamands s'opposent à ce que des modernistes écrivent *Ooigem*, au lieu d'*Oyghem*, chaque lettre de ce mot ayant sa valeur. Ce n'est pas par fantaisie que *Odo-inga-heim*, est devenue *Odinghem*, et que l'*y* par la chute du *d* s'est renforcé en *y*. Comment admettre que l'horreur de l'*y* fasse du bon *Saint-Eloi* un *Sint-Elooi*. Et pour l'humilier plus encore on le met au génitif et on en fait un boutiquier : *Sint-Eloois-Winkel*. Mais il faut ajouter qu'en compensation de cette boutique on lui donne, ainsi qu'à beaucoup d'autres saints toute une seigneurie : *Sint-Eloois-Vijve*, *Sint-Baafs-Vijve*, *Sint-Pieters-Woluwe*, *Sint-Lambrechts-Woluwe*. Profondément grotesque.

Et nous comprenons que les Flamands d'Ardoye trouvent bizarre comme simplification de devoir écrire *Ardooie*; que ceux de *Caeskerke*, de l'église de *Nicaise*, trouvent peu agréable de n'être plus que de *Kaaskerke*; que ceux de *Cachtem*, orthographe ayant neuf cents ans, s'étonnent de conserver leur *h* dans *Kachtem*, et songent avec terreur aux normalisateurs qui bientôt les feront vivre à *Kaktem*.

Il faut suivre l'évolution de la langue, dit-on. La langue flamande fût-elle morte au point qu'*Aertrycke* ait pu conserver son *aer* depuis plus de mille ans; que *Dixmude* s'écrivit ainsi depuis 1127; que *Dickebusch* s'orthographie encore comme en 1200; etc. Nous prenons ces noms au hasard, et nous n'insistons pas sur le réel massacre des communes du Limbourg.

* * *

Et tout cela pourquoi? Pour simplifier! Nous oublions que les normalisateurs sont des normaliens, et qu'ils ne mettent pas les noms sur le plan de l'histoire, mais à la portée des primaires. N'ont-ils pas été jusqu'à prétendre qu'un de leurs buts était de faciliter aux Wallons la graphie des communes flamandes?

S'il s'agit de simplifier et d'unifier, pourquoi accumuler toutes ces voyelles dans *Ardooie*? Pourquoi conserver *Molenbeek*, en l'offrant à saint-Jean (*Sint-Jans-Molenbeek*) quand le nom de cette sympathique commune se prononce *Meulebeek*, et pourquoi conserver en Flandre *Meulebeke*, qui se prononce de la même façon? Pourquoi enlever l'*h* au début de *Thourout*, pour le renvoyer au milieu : *Torhout*? Et puisqu'il s'agit de normaliser et d'unifier, pourquoi écrire *Nederhasselt*, *Nederbrakel* et *Nederzalm*, quand on fait de *Nederheim*, *Neerem*!!! Ou bien encore supprimer le second *s* d'*Oesselghem* et le maintenir à *Desselghem*; le supprimer à *Ruysselde* et le maintenir à *Assebroeck*?

Voilà ce résultat de l'effort de ces messieurs pour obtenir une orthographe unifiée et rationnelle. Il y aurait encore des foibles d'exemples : pourquoi conserver *Berchem* au lieu de *Berkem*; pourquoi transformer *Reckem* en *Rekkem*, et d'autre part *Reck-*

heim en Reken? Pourquoi changer Oost et Westroosebeke en Oostroozebeke, quand on maintient Roosbeek. Et nous pourrions nous étendre à l'infini sur les variantes en sel, zel, sele et zele.

* * *

Nous nous excusons d'avoir insisté sur ce débat. C'était nécessaire, car certains le font dévier. Nous n'attaquons pas des savants, puisqu'il n'est pas question d'œuvre scientifique. Nous nous opposons à un chambardement parce que celui-ci est inutile. C'est clair.

M. Van de Wijer prétend dans le *Standaard*, que cette question devient une question linguistique. Il voudrait que cela soit ainsi. Il n'y réussira pas. Les communes wallonnes sont aussi menacées que les communes flamandes par les normalisateurs. Mais l'offensive flamande ayant été menée par des esprits plus échauffés, est arrivée la première.

Nous répétons que tous les Flamands protestent. Le *Standaard* et ses amis ont beau affirmer que ceux qui ne sont pas de leur avis sont des fransquillons, à force de crier au loup on finit par ne plus les croire. Etre bon Flamand n'est pas un monopole détenu par ceux de la nuance politique du *Standaard*, et chez qui l'amour de la Flandre se confond trop facilement, avec l'exploitation rationnelle et normalisée de cette affection.

D'ailleurs une feuille westflamande a posé nettement la question, en nous signifiant, à notre ami Ryelandt et à nous-même, que d'ici peu les puristes flamands nous auront balayés. Nous regrettons que notre ami P. Lespineux se range parmi les balayeurs.

CH. VAN RENYNGHE DE VOXRIE.

L'essence de l'internationalisme

Le mot « internationalisme » est à notre avis un de ces termes équivoques qui revêtent un sens entièrement différent suivant le système d'idées où ils sont engagés. Si nous appelons d'une façon générale « anthropothéiste » toute conception du monde où l'homme est pris pratiquement pour fin dernière (une telle conception du monde trouve une expression éminente dans le matérialisme marxiste), nous dirons qu'il y a un internationalisme *anthropothéiste* et un internationalisme *catholique*, qui peuvent parfois et par accident se rencontrer matériellement, par exemple s'opposer pareillement à certaines causes prochaines de conflit entre nations, mais dont les principes et l'essence même sont foncièrement différents et opposés. Le mot lui-même d'internationalisme semble bien être d'origine révolutionnaire; sa fortune remonte en tout cas à l'Internationale des travailleurs.

Dans la conception anthropothéiste et spécialement dans la conception marxiste, qui tient pour un épiphénomène de l'évolution historique tout autre facteur que le facteur matériel et économique, et qui regarde les patries comme des résidus d'un état économique en voie de disparition, auxquels s'oppose le *prolétariat* de tous les pays, l'internationalisme consiste dans une tendance à réduire toutes les nations à l'unité du prolétariat mondial considéré comme le représentant de l'humanité. Grâce à cette réduction, espère-t-on, l'homme organisé collectivement deviendra enfin maître de sa destinée historique. Il est aisé de comprendre qu'au fond de cet internationalisme, comme au fond des formes moins accusées (simplement humanitaires) d'internationalisme non chrétien, on trouve une volonté implicite de déifier l'humanité, dont la principale source théorique peut être cherchée

dans la philosophie de Hegel, et dont l'expression pratique la plus forte apparaît de nos jours dans l'athéisme soviétique.

On pourrait montrer que si un tel internationalisme va à la destruction de ces *personnes morales* que sont les patries, c'est qu'à vrai dire et plus profondément il repose sur une négation fondamentale de la personne humaine : ce qui est parfaitement cohérent avec le matérialisme radical de l'école marxiste. La personne de chacun n'est plus qu'un élément ou une partie de la fourmière historique dont l'esprit s'incarne, pour le moment, dans le prolétariat.

Dans cette conception du monde, il y a bien un internationalisme (d'ordre matérialiste), mais il ne saurait évidemment y avoir de *supranationalisme*, parce que dans une telle conception il n'y a rien de plus élevé que la fourmière humaine.

La conception catholique, au contraire, implique, tout d'abord, un *supranationalisme* : celui de l'Eglise, corps mystique du Christ, qui étant une suite du mystère de l'Incarnation, et s'efforçant, ici-bas, de rassembler tous les hommes dans l'unité *surnaturelle* qui dérive du Verbe fait chair, chef du genre humain, est par là-même essentiellement transcendante, supraculturelle, supracaricque, supranationale.

Mais les cités comme les individus sont dans l'Eglise, le régime terrestre lui-même de la vie humaine doit, selon les exigences du christianisme, recevoir la régulation des vérités et des préceptes évangéliques. L'unité supranationale du catholicisme tend ainsi nécessairement à créer, dans l'ordre même de la culture, cette solidarité et cette unité temporelles qui s'appelaient autrefois la chrétienté et que le monde contemporain s'efforce de retrouver tant bien que mal, sur le mode d'une civilisation séparée de l'ordre surnaturel, avec la Société des Nations. On voit comment du supranationalisme catholique dérive un internationalisme qui n'est plus du tout une tendance à absorber toutes les nations dans le genre humain, mais une tendance à instaurer de plus en plus entre les nations des relations de justice et d'amitié.

L'internationalisme catholique n'est pas destructeur des patries, il s'appuie sur elles au contraire et les présuppose. C'est que dans l'ordre temporel lui-même, il admet que le bien commun des hommes et les facteurs déterminants de l'histoire ne sont pas seulement d'ordre matériel et économique, mais aussi et principalement d'ordre moral. Dès lors, et quelles que soient les variations d'étendue territoriale selon lesquelles la notion de patrie peut apparaître au cours de l'histoire, (il y a à ce point de vue une remarquable différence entre les *Cités* grecques et les *Etats* modernes, et rien n'empêche les philosophes de concevoir la possibilité d'une patrie européenne fédérant quelque jour les divers Etats d'aujourd'hui), dès lors, dis-je, ce n'est pas dans l'unité générique de l'humanité, c'est dans l'unité de chacune de ces *personnes morales* particulières que sont les patries, ayant chacune une naissance, une croissance historique, une mémoire particulière qu'il faut chercher la *societas perfecta*, la communauté de type accompli, jouissant notamment de la souveraineté politique, où les hommes puissent mener ensemble une vie commune proprement humaine. Si les nations modernes tendent, par l'asservissement, de plus en plus grand aux nécessités économiques mondiales que leur impose le régime industriel, à déchoir de la notion classique de société parfaite, elles restent cependant des personnes morales de structure juridique autonome, et maîtresses de leurs actions, riches d'un patrimoine irréductible, — des patries. C'est en elles, c'est formés et nourris par elles que les hommes parviennent au développement de leurs possibilités rationnelles; c'est par elles qu'ils reçoivent du passé un héritage temporel et culturel conforme à leur dignité de personnes. Et le catholique sait « qu'après Dieu, c'est à ses parents et à sa patrie que l'homme doit le plus » (1).

(1) Saint-Thomas, *Sum. theol.*, II, II, 101, 1.

Mais le catholique sait aussi que si l'amour de la patrie tourne à un égoïsme impérialiste, il se pervertit. Il sait que toutes ces patries forment ensemble, de par la loi naturelle, une communauté où doivent régner des relations de justice, de solidarité morale et d'amitié; il sait que l'organisation juridique de cette communauté des peuples est une des tâches nécessaires du temps présent. C'est pourquoi il se sent des devoirs internationaux. A une époque où s'opposent brutalement la nation et l'humanité, il appartient aux catholiques de témoigner de l'accord nécessaire entre le juste amour de la patrie et le juste amour du genre humain; il leur appartient de promouvoir un sage esprit d'*internationalité*; il leur appartient de travailler à la réalisation de cette paix qu'annoncèrent les anges. Comme l'enseigne saint Thomas d'Aquin (II-II, 29, 3, ad 3) et comme S. S. Pie XI le rappelait dans l'Encyclique *Ubi arcano Dei*, « la paix est directement l'œuvre de la charité, et elle suppose la justice comme une condition préalable pour écarter les obstacles ». Laisser aux adversaires du nom chrétien et de la conception chrétienne de l'univers le privilège de travailler à l'œuvre de la paix entre les nations serait, pour les catholiques, une démission d'autant plus insensée que cette œuvre est dans toute la rigueur du terme une œuvre *proprement* chrétienne : présupposant la vertu morale de justice et précédant directement de l'amour de charité, elle ne peut être accomplie d'une manière vraiment et complètement efficace que sous le signe de la royauté du Christ, dans un monde ouvert à la grâce divine sans laquelle il n'est pas d'amour de Dieu et du prochain capable de tout surmonter, ni de justice stabilisée dans les conditions complètes de la vertu. Et, de fait, elle a été l'objet des constantes préoccupations de l'Eglise qui n'a jamais cessé de rappeler à un monde indocile le message de l'Evangile, l'universelle paternité divine et la fraternité humaine qui en découle. Chacun peut se rapporter là-dessus à l'institution par les Papes, au moyen, âge de la trêve de Dieu et de la paix de Dieu, aux nombreuses bulles et encycliques qui, au cours des siècles, ont confirmé sur ce point la doctrine traditionnelle du Saint-Siège, enfin aux textes des maîtres de la pensée catholique, saint Augustin, saint Thomas d'Aquin, François de Vitoria, Suarez, Taparelli d'Azeglio, qui ont expliqué cette doctrine.

Si la royauté du Christ peut seule donner au monde la vraie et durable paix, ce serait une sorte de prévarication de chercher dans une telle vérité comme un prétexte pour se retirer de la lutte en un temps qui, trop manifestement, s'écarte de cette royauté. Le Christ a dit : « Celui qui n'est pas avec moi est contre moi », mais parlant à ses disciples, il a dit aussi : « Celui qui n'est pas contre vous est avec vous ». Tout ce qui est tenté par les hommes, si imparfaitement que ce soit, dans le sens du bien, doit être considéré par les disciples du Christ comme une collaboration apportée à leur œuvre (quelquefois de très mauvais gré). Il leur faut seulement discerner avec soin les éléments de bien concret et positif ainsi mis en jeu, et l'idéologie parfois lamentable, l'esprit parfois foncièrement erroné sous le signe desquels ils sont placés. C'est dans ces conditions, et en faisant partout effort pour rectifier les idées fausses, — sans oublier non plus que les graves menaces, qui pèsent sur le monde, obligent à montrer une particulière vigilance pour tout ce qui concerne la sécurité nationale, — qu'il leur appartient de collaborer aux organismes permanents constitués soit par initiative privée soit sur l'initiative des gouvernements pour introduire peu à peu une coordination rationnelle et un esprit de coopération dans les relations politiques et économiques entre les nations. Leur première tâche à ce point de vue est d'essayer d'instaurer de saines disciplines intellectuelles, je veux dire d'apprendre à connaître les peuples étrangers, les problèmes auxquels ils doivent faire face, les passions et les intérêts qui s'agissent en

eux, à s'informer exactement des réalités matérielles et des réalités morales qui les concernent, à leur rendre cette première justice de reconnaître à leurs besoins, à leurs difficultés, à leur psychologie, le droit d'exister et d'être pris en considération. Car rendre à autrui ce qui lui est dû suppose évidemment qu'on a commencé par connaître autrui, et l'ignorance *a priori* des réalités d'autrui détruit préalablement par la racine la possibilité même d'exercer la justice à son égard. Enfin les choses de l'esprit et de la culture, de la science et de la philosophie, comme celles qui concernent l'instauration de plus de justice dans la vie sociale, comme celles qui concernent les missions et l'expansion du royaume de Dieu, toutes ces choses intéressent les catholiques du monde entier, et il est juste que par une collaboration internationale ils travaillent ensemble à cette œuvre commune qu'est la fondation d'une nouvelle chrétienté.

Nous espérons avoir montré dans cette brève étude qu'il n'y a pas une essence de l'internationalisme, mais qu'à l'internationalisme de type anthropothéiste, qui s'appuie en définitive sur une conception non seulement panthéistique mais matérialiste du monde et de l'homme, s'oppose un autre internationalisme, internationalisme catholique, qui dérive de l'unité surnaturelle et supranationale de l'Eglise du Christ; qui suppose dans l'ordre temporel et culturel lui-même la primauté de l'esprit et des valeurs morales; et qui loin de chercher à détruire ou à ébranler les patries, tend à maintenir leur diversité et à fortifier leur bien véritable, en développant entre elles une solidarité non pas seulement matérielle et économique, mais avant tout morale, et fondée sur des relations de justice et d'amitié.

JACQUES MARITAIN,
Professeur à l'Université catholique
de Paris.

Les églises russes de l'émigration

Il sera surtout question ici des églises russes constituées par les exilés après la révolution bolchévique. Des diocèses russes à l'étranger, déjà établis avant la révolution, aux Etats-Unis, au Canada, à Jérusalem, au Japon et en Chine, on ne parlera que pour autant qu'ils interviennent dans la vie ecclésiastique des exilés d'Europe.

Il est bon aussi de faire remarquer que ces lignes ne sont pas écrites dans un but de polémique, ou de critique — ce qui serait doublement pénible pour des chrétiens déjà si éprouvés — mais dans un but d'information objective pour les catholiques qui, devant le spectacle des grandes douleurs des églises russes, éprouveront spontanément des sentiments de charité et de sympathie. Ne serait-ce que par solidarité humaine, on devrait compatir avec les Russes affligés, mais il s'agit aussi de chrétiens très près de nous dans la foi, et certainement unis avec nous dans cette charité qui vient du Christ et qui vivifie toute âme qui souffre pour Lui.

Actuellement, partout en Europe où des communautés russes sont parvenues à s'organiser, s'élèvent des églises ou des chapelles desservies par des prêtres russes, de façon stable ou occasionnelle selon les circonstances. Les vraies églises sont jusque maintenant sans exception celles qui avaient été bâties avant guerre pour les besoins des Russes à l'étranger, notamment dans les grandes capitales ou dans les villes d'eau et de villégiature. Londres, Paris, Berlin, Prague, Nice, Pau, Vichy, etc. ont ainsi une église russe. Quelquefois, on rencontre une seule église russe dans un endroit plus inattendu, comme à Florence et à Bari. Celle de Florence s'y trouve peut-être en raison de l'ancienne ambassade russe dans cette ville; celle de Bari est un hommage au grand thaumaturge des Russes, saint Nicholas, près de son tombeau.

En Belgique, il y a sept petites églises ou chapelles russes. A Bruxelles, l'église Saint-Nicholas, 29, rue des Chevaliers; l'église de la Résurrection, 62, rue Veydt, et une chapelle à Etterbeek. A Louvain, rue du Manège, les étudiants russes ont organisé une chapelle, dédiée à sainte Tatiana, patronne traditionnelle de l'Université de Moscou. L'endroit est catacombant, mais la chapelle est très décentement ornée et possède un chœur magnifique. Il y a aussi une chapelle à Liège, à Gand et à Anvers. Toutes ces églises sont très petites et c'est ainsi que la communauté de la rue Veydt compte bâtir une grande église, pour laquelle elle recueille des souscriptions des Russes de tous les pays, même de Chine. Les jours de grande solennité, comme à Pâques, la communauté de Saint-Nicholas émigre dans l'église anglicane, mise à leur disposition.

La France est le pays où les émigrés se sont le mieux organisés. L'église de la rue Daru à Paris et l'église de Nice font maintenant fonctions de cathédrale. A Paris, et en banlieue il y a une vingtaine de chapelles, qui sont souvent des chambres ou des maisons de particuliers, tout comme aux temps apostoliques. — « L'Eglise qui est dans la maison de... vous salue ».

Dans une chapelle transformée de protestants allemands, rue de Crimée, 93, se trouve maintenant l'église Saint-Serge, décorée par des peintres russes dans le style des grandes églises russes du XVI^e siècle. Dans les locaux voisins s'abritent le monastère de Saint-Serge et une académie théologique avec une quarantaine d'étudiants. La vie des moines, des professeurs et des étudiants y est des plus austères — plusieurs travaillent en ville pour vivre. Un autre centre très actif, qui est subventionné en partie par l'Y. M. C. A., se trouve 10, boulevard Montparnasse. C'est ici que se réunissent des cercles d'études, une école religieuse pour les enfants, et le groupement des orthodoxes de langue française. L'organisation du « mouvement chrétien des étudiants » y a son siège et y édite sa revue la *Vestrik* (Messenger). Il y a également un centre important d'éditions de livres religieux, publiés par l'Y. M. C. A. Press. Cette maison d'éditions est peut-être la plus importante de toutes celles des russes émigrés. En Yougo-Slavie, à Berlin et à Prague se trouvent d'autres centres d'éditions, et évidemment les églises autocéphales russes de Pologne et d'ailleurs ont chacune leur presse. Mais c'est à Paris que s'éditent les revues théologique *Pout* (la Voie), un bulletin paroissial, le bulletin officiel de la hiérarchie occidentale et la *Voie*, organe de l'orthodoxie française.

Dans les endroits où travaillent un assez grand nombre d'ouvriers russes, on a aménagé une chapelle. Il est parfois difficile de se figurer les sacrifices et le dévouement que cela coûte aux fidèles. Quelques-uns ont offert leurs bras pour construire, d'autres l'unique icône qu'ils ont sauvée de la débâcle, d'autres une belle robe, et d'autres encore une partie de leurs maigres salaires. Tantôt c'est une cave qu'on a aménagée comme l'église Saint-Photius à Saint-Cloud, tantôt une prison désaffectée comme près de Grenoble. Mais partout on a voulu reconstruire le symbole de la foi ancestrale. Et ainsi à Lyon, à Toulouse, à Toulon et dans maints autres endroits, une église a été inaugurée et un prêtre appelé à son service (1).

Les autres églises de ce qu'on appelle la province ecclésiastique de l'Europe occidentale, sont en Angleterre, Allemagne, Italie, Suisse, Danemark, Suède, Hollande, Tchécoslovaquie, Roumanie, Hongrie, Autriche, Finlande et même en Australie. En tout une soixantaine de provinces régulièrement constituées. Les églises des autres pays ont une organisation séparée.

Depuis 1920, les églises de l'Europe occidentale ont été sous la direction effective du métropolitain Euloge, résidant depuis 1921, à Berlin, et depuis 1922 à Paris. L'autorité de Mgr Euloge avait été reconnue d'abord par un conseil d'évêques russes en 1920 : l'administration ecclésiastique suprême des Eglises russes à l'étranger. Ce conseil d'évêques, qui groupait les adhésions de tous les évêques russes en dehors de Russie, se constitua en Concile à Karlowitz en Yougo-Slavie en 1921. Mais, à cause des idées monarchiques émises par ce Concile, le patriarche de Moscou, Tykhon, le désapprouva par un décret du 5 mai 1922. Ce décret confia au métropolitain Euloge la charge des paroisses russes à l'étranger.

Cette décision du patriarche nécessita la disparition de l'adminis-

tration des évêques. Cependant, pour ne pas créer des troubles, Mgr Euloge consentit à ce que les évêques se regroupassent en synode pour diriger ensemble les affaires ecclésiastiques. En fait, l'administration des églises russes à l'étranger était partagée, depuis longtemps, par plusieurs évêques. L'administration ecclésiastique suprême avait antérieurement reconnu les diverses juridictions, quelques-unes établies de longue date, comme aux Etats-Unis, d'autres établies avec son autorité. Ces dernières étaient les églises de Constantinople, de Yougo-Slavie, de Grèce et de Bulgarie. L'Europe occidentale, gouvernée par le métropolitain Euloge, était reconnue par le Synode mais dépendaient également du patriarche de Moscou. Le Synode continue donc ses rapports avec les diverses églises et le métropolitain Euloge de son côté organisa son éparchie de l'Europe occidentale, établissant des évêques vicaires à Nice et à Prague. En 1924, d'accord avec le Synode, Mgr Euloge sacra comme son troisième évêque vicaire, l'archimandrite Tykhon à Berlin. C'est à propos de l'évêque Tykhon qu'une rupture s'est ensuivie consommée entre le métropolitain Euloge et le Synode de Karlowitz.

* * *

En juin 1926, à la réunion annuelle du Synode eurent lieu les premiers tiraillements préluant au schisme. Le métropolitain Euloge refusa de participer au Synode si on ne lui reconnaissait pas la juridiction qui lui avait été accordée par le patriarche Tykhon. Le Synode continua son travail sans lui et le somma même de soumettre ses actes officiels à son jugement. Il y avait déjà à ce moment, au sein du synode, une tendance à s'attribuer une indépendance complète de l'Eglise de Moscou, enchaînée par les Soviets, et aussi de s'approprier la suprême autorité sur toutes les Eglises russes de l'étranger. C'est le moment de l'ascension du métropolitain Antoine, figure très vénérable, titulaire du siège de Kiev, mais actuellement à la tête de l'Eglise russe de Yougo-Slavie. Au grand Synode russe de 1917, il avait été le premier candidat élu en trône patriarcal, et, théologien renommé, il avait joué un rôle de plus en plus prépondérant dans la direction du Synode. C'est en 1926 que les évêques du synode voulurent qu'on le nomme dans la liturgie après le *locum-tenens* du trône patriarcal — ce qui aurait été le reconnaître effectivement comme chef de la hiérarchie à l'étranger. Dans ce cas, le métropolitain Euloge aurait dû renoncer à la reconnaissance personnelle qu'il tenait du patriarche Tykhon. Le Synode s'est aliéné complètement les bons sentiments du métropolitain Euloge en créant dans sa province ecclésiastique une éparchie indépendante, soustrayant l'évêque de Berlin à sa juridiction.

Les positions une fois prises s'accrochèrent davantage. Le métropolitain Euloge résista ouvertement aux décisions du Synode. Il suspendit l'évêque de Berlin et déclara les décisions du Synode anti canoniques. Entretemps, le Synode avait demandé à l'archevêque Serge, *locum-tenens* effectif du trône patriarcal à Moscou, de régler leur différend. Celui-ci avait répliqué qu'il n'était pas assez au courant pour décider. Donc en janvier 1927, toutes les tractations ayant échoué, le Synode suspendit le métropolitain Euloge et exhorta les fidèles de ne pas communier avec lui. Le Synode nomma l'archevêque Séraphin de Finlande à sa place.

En juillet 1927, le métropolitain Euloge tint un congrès des représentants de toutes les paroisses. Il s'agissait de choisir entre son autorité et celle du Synode. Sur 58 paroisses, 57 restèrent fidèles à sa juridiction et rompirent avec le Synode.

Moscou intervint alors en faveur du métropolitain Euloge. Un décret du 14 juillet 1927, notifia à tous les évêques russes de l'étranger, par l'intermédiaire du métropolitain Euloge, que sous peine d'excommunication ils devaient promettre de ne rien faire qui pourrait sembler manquer de loyauté envers le pouvoir soviétique.

Le Synode, en septembre 1927, refusa d'accepter les conditions de l'archevêque Serge, comme étant visiblement inspirées par les Bolchéviques. L'état de schisme fut ensuite déclaré entre le Synode et Mgr Euloge. Celui-ci répondit le 22 septembre à l'archevêque Serge, lui déclarant qu'il s'était toujours abstenu de la politique et qu'il voulait rester en communion avec l'Eglise patriarcale de Russie. Il s'était aussi adressé aux patriarches de Constantinople et d'Alexandrie, et aux Eglises des Etats-Unis et de Grèce, qui lui envoyèrent des réponses favorables. Le 21 juin 1928, le métropolitain Serge répondit reconnaissant l'autorité du métropolitain

(1) Sur les efforts faits par les Russes pour se créer des chapelles, on trouvera des détails pittoresques dans des livres tels que : J. DELAGE, *La Russie en exil*, Paris, Delagrave, 1930, ou mieux, C. LEDRE, *Les Emigrés russes en France*, Paris, Spes, 1930.

Euloge, le gardant dans sa communion et en même temps privant le Synode de Karlowitz de toute juridiction canonique.

Tout s'arrangeait donc sans trop de peine. Le métropolitain Euloge était reconnu par l'Eglise patriarcale et par d'autres Eglises importantes. Les évêques envoyés par le Synode aux Etats-Unis et en Europe occidentale pour soustraire les fidèles aux évêques dissidents ne rencontraient que peu d'adhésions. Dans les territoires soumis plus directement aux évêques du Synode, les fidèles leur restaient soumis sans se préoccuper des dissensions hiérarchiques. Tout le monde restait assez tranquillement sur les positions acquises.

Il y eut de nouveau une menace d'orage en 1930 quand le métropolitain Euloge déplut aux pouvoirs soviétiques pour avoir pris part dans l'abbaye anglicane de Westminster à une protestation solennelle contre la persécution religieuse en Russie. En juin 1930, le métropolitain Serge de Moscou déclara le métropolitain Euloge relevé de ses fonctions et nomma à sa place Mgr Vladimir de Nice. Le Synode de Mgr Euloge fit appel de cette décision et Mgr Vladimir refusa d'accepter la place du métropolitain. Le métropolitain Serge exigea alors de Mgr Euloge un désaveu formel de sa conduite passée — ce que Mgr Euloge ne se sentit pas capable de faire. Sur quoi le métropolitain Serge renouvela sa condamnation par décret du 26 décembre 1930. Le Synode du métropolitain Euloge déclara que cet acte était manifestement injuste et en appela au patriarche œcuménique à Constantinople. Celui-ci en février 1931, par une *grammata* agréa l'appel et prit la province ecclésiastique du métropolitain Euloge sous sa juridiction, le nommant exarque patriarcal et lui laissant l'autonomie canonique (1).

Pour être complet, il faudrait ajouter qu'un des évêques du métropolitain Euloge, Mgr Benjamin, et l'archiprêtre de Berlin se sont soumis au décret du métropolitain Serge.

Telle est l'histoire assez mouvementée de cette dernière décennie. On se tromperait cependant en s'imaginant que ces conflits de juridiction ont eu une grande répercussion dans la vie pratique des Eglises. Pour la plupart, les fidèles restent groupés autour de leurs pasteurs locaux, sans s'inquiéter des disputes de leurs chefs. Il n'y a eu conflit que là où les évêques du Synode se sont introduits dans le territoire qui ne reconnaissait plus l'autorité du Synode. Là, comme au IV^e siècle à Antioche, se sont formées une grande et une petite Eglise. Aux uns la petite Eglise, intransigeante et fervente, comme autrefois celle des pauliniens en communion avec Alexandrie et avec Rome, semble la plus digne, malgré son infériorité numérique. Aux autres, la grande Eglise, gouvernée par la hiérarchie établie, liée à d'autres Eglises vénérables, comme alors celle de Méletios d'Antioche en communion avec saint Basile et les Eglises orientales, suffit largement par son ample courant de vitalité.

Ayant ainsi décrit l'organisation matérielle et hiérarchique des Eglises russes, il serait peut-être utile d'esquisser brièvement leur vie spirituelle. Il y a d'abord un fait qui frappe surtout le spectateur catholique, c'est le puissant attrait de la liturgie pour les Russes. Les journaux russes de l'émigration annoncent l'horaire des offices dans les églises : à telle heure, les Laudes, à telle heure la Liturgie, à telle heure les Vêpres. Et cela pas seulement pour le samedi et le dimanche mais aussi pour les autres jours de la semaine. En effet, le Russe semble plus que jamais attaché à sa liturgie, qui est, pour lui, non seulement sa prière, mais aussi son instruction religieuse et la source de sa tristesse et de ses joies. Le seul fait de ces offices nombreux suppose beaucoup de dévouement car, à part l'assistance, il faut recruter un chœur de chantres et des ministres.

Un autre fait digne de remarque est que les événements de ces dernières années ont dénationalisé par certains aspects l'Orthodoxie russe. C'est ainsi que le métropolitain Euloge a pu reconnaître l'autorité du gouvernement bolchévique sans pour cela craindre les défections de ses ouailles pour la plupart monarchistes — convaincus mêmes que la monarchie est presque essentielle à l'Eglise. Encore récemment, le métropolitain Euloge s'est soumis à la juridiction du patriarche de Constantinople, acte certainement assez anormal pour un évêque russe, bien que dans sa lettre pastorale le métropolitain parle de Constantinople comme « la mère de

(1) Ces événements, jusqu'en janvier 1931, sont relatés dans l'ouvrage de Mgr D'HERBIGNY et d'A. DRUËNER, *Evêques russes en exil*, Orientalia Christiana, Rome, 1931.

l'Eglise russe, notre mère ». En France également, on a constaté que beaucoup d'enfants russes ne suivaient qu'imparfaitement la liturgie et on a créé une orthodoxie de langue française. Mais ce qui a surtout rendu conscients les Russes de leur vocation chrétienne, sans distinction de nationalité, ce fut, croyons-nous, le contact avec les catholiques et avec les anglicans. Ils ont admiré le supranationalisme de l'Eglise catholique, ses ordres religieux, ses œuvres multiples et ils ne sont pas restés négativement hostiles. Leur contact avec les anglicans et avec l'Y. M. C. A. leur a fait comprendre la vie théologique de l'Occident et ils se sont mis à approfondir leur « Orthodoxie » et leur position vis-à-vis des autres chrétiens. Le ferment de travail intellectuel et l'examen de conscience, dont témoignent la revue des étudiants russes et autres publications similaires, font preuve d'un effort sérieux d'adaptation religieuse à des conditions nouvelles.

Il faudrait ensuite signaler la grande générosité des fidèles envers leurs églises. L'émigration, pauvre comme elle est, réussit à entretenir plus de trente évêques et un grand nombre de prêtres. A part les offrandes de messes et les rétributions ordinaires du culte, les offrandes volontaires témoignent de beaucoup d'abnégation spontanée.

Il serait ingrat d'entreprendre ici l'exposition des divers courants religieux qui travaillent surtout les intellectuels. Leur importance est d'ailleurs secondaire car l'esprit slave se prête naturellement à ces effervescences. Plus intéressants sont les mouvements pour grouper les croyants entre eux. Une des grandes forces de l'Eglise russe sous l'ancien régime résidait dans les confréries religieuses — des sociétés souvent secrètes travaillant pour la défense de l'orthodoxie. Ces confréries ne manquent pas dans l'émigration. A Paris se trouve entre autres la confrérie de Saint-Photius, internationale, et comme son nom l'indique, pas très favorable au catholicisme; puis une filiale de cette société, adaptation assez nuancée pour les besoins de l'Eglise de France, mieux disposée à comprendre l'Occident, la confrérie de Saint-Irénée; il y a aussi la confrérie de Sainte-Sophie, qui groupe les penseurs les plus avancés de l'Orthodoxie en France.

A Londres, à Paris et en Yougo-Slavie, notamment, des Sœurs se sont groupées pour se dévouer à des œuvres de charité et de bienfaisance. Des médecins, des professeurs et des membres d'autres professions se concertent pour appliquer avec dévouement leurs principes religieux dans la pratique de leurs fonctions quotidiennes.

* * *

C'est là le côté lumineux du tableau, bigarré peut-être mais le plus agréable à exposer, et à contempler. Parmi les millions de Russes exilés, on trouvera certes beaucoup de soi-disant orthodoxes qui laissent beaucoup à désirer au point de vue religieux. Comme partout il y a les tièdes et les indifférents — ceux qui aiment leur Eglise et qui y vont parfois mais qui n'ont aucune conviction solide. Il y a ceux qui restent fidèles à l'Eglise par sentiment national, mais probablement jamais par raison d'intérêt matériel — ceux-ci deviennent juifs, mahométans, spirites, téosophes, protestants ou autres. Y en a-t-il qui fréquentent l'église par esthétisme — attrait des chants et des cérémonies? Les dures conditions de la vie des exilés ne favorisent guère la formation d'esthètes. On accuse parfois les Russes exilés de sombrer dans les vices, de pratiquer le *Birth-Control*, l'avortement et pire, sans que leurs pasteurs les corrigent; on allègue contre eux les divorces ecclésiastiques. Il est clair que la vie pénible des exilés et l'ambiance païenne où ils ont pu se trouver n'a pas été sans causer des chutes; il serait étonnant que toutes ces occasions n'eussent pas été provocatrices de péchés. Mais d'autre part, il paraît que les vrais fidèles pratiquent plus assidûment la confession et avec une conscience plus soucieuse et éveillée que jadis. Quant aux divorces ecclésiastiques, ce n'est pas aux évêques de l'émigration qu'il faut les reprocher mais à l'institution séculaire byzantine. D'ailleurs, leur nombre n'est pas très élevé, une dizaine par an peut-être pour plusieurs centaines de milliers de fidèles, et c'est souvent le parti innocent qui plaide le divorce pour se séparer d'un conjoint irreligieux.

* * *

Qui prédira l'avenir?... « Il y avait un homme qui sema du bon blé dans son champ... » Que fait l'*inimicus homo* qui sème la zizanie? Quelle sera la récolte offerte au Maître du Royaume?

Dom ANSELME BOLTON, O. S. B.,
Moine d'Amay.

Lamennais ou le prêtre malgré lui ⁽¹⁾

Des signes dans le ciel

Il a retrouvé ses livres et ses bois sauvages; mais l'été, puis l'automne passeront sans qu'il ait pu consacrer plus de quinze jours à la rédaction de son deuxième volume : il se défend si mal contre les mille sollicitations qui le tirent de toutes parts!

Aux bureaux du *Conservateur*, il a lié connaissance avec un polygraphe du nom de Saint-Victor, qui a passé de la poésie anacréontique et des livrets d'opéra comique à un ultramontanisme fougueux. Ce créole a d'innombrables projets-en tête; entre autres celui d'une *Bibliothèque des Dames chrétiennes* qui ne peut manquer d'avoir un grand succès aujourd'hui que la dévotion est de bon ton dans la société et qu'aux petits vers galants et aux contes de Crébillon a succédé une religiosité exigeante. Sa faconde éblouit le celtic naïf qui se laisse extorquer la promesse d'une préface pour un eucologe. Il y a aussi ce bon M. de Genoude qui est venu en juillet herboriser à la Chênaie et soigner sa dyspepsie avec des tisanes tout en composant lentement une traduction de la Bible; ses *Petits Prophètes* sont sous presse; il demande aussi une préface. Voici encore Lamartine dont les *Méditations* commencent d'enivrer les cœurs des femmes et des jeunes gens; elles ont même, dit-on, réussi à captiver ce vieux renard de Talleyrand une nuit entière. Comment l'auteur de l'*Essai* refuserait-il d'apporter son témoignage à ces chants nouveaux dont les plus religieux se réclament de sa propre inspiration? Mais ce même Lamartine lui envoie bientôt le fameux ouvrage tant attendu de Joseph de Maistre : *Le Pape*, que Deplace vient enfin d'éditer à Lyon. Peut-il ne pas consacrer un article à une matière qui le touche de si près? Et cette multiple correspondance qui est la moitié de sa vie, comment la négliger, quand il est si doux de s'épancher dans le sein de Denis Benoist, quand M^{me} de Lacan, que le baron Cottu recherche malgré l'opposition de sa famille, a besoin de ses conseils pour calmer son âme agitée, quand Vitrolles, la meilleure tête politique du Pavillon de Marsan, échange avec lui des vues si hautes à la fois et si sévères sur la marche des affaires publiques? Et puis, ces migraines continuës, ces vertiges, et ce nouveau souci au sujet du pauvre vieil abbé Carron qui cherche vainement un gîte, le pensionnat des Feuillantines étant sur le point de fermer?

Enfin, dominant cette épuisante dispersion, l'angoisse qui l'envahit de plus en plus devant les trames ténébreuses qui se resserrent autour du Trône...

Mieux encore que les gazettes, malgré la surveillance du Cabinet noir, de Decaze qui ouvre leur correspondance, les lettres de Vitrolles lui dessinent en traits de feu l'implacable et tragique enchaînement des conséquences qu'engendrent les principes d'anarchie posés dans la Charte. Odillon-Barrot, dans sa défense du calviniste Romans poursuivi pour avoir refusé de tapisser ses fenêtres le jour de la Fête-Dieu, ne vient-il pas de déclarer, devant la Cour de Cassation, que la loi en France doit être athée? La Cour a dû reconnaître pour ne pas être inconséquente dans son jugement. Comment Lamennais ne relèverait-il pas un pareil aveu qui passerait inaperçu s'il ne le signalait dans le *Conservateur*? Quelle preuve vivante en faveur de sa thèse de l'*Essai*. « Le protestantisme, enregistre-t-il avec satisfaction, s'est retranché publiquement dans l'athéisme politique, son dernier refuge et où le premier tribunal de la Monarchie l'a déclaré inexpugnable... La sagesse

d'une cour souveraine... a déclaré que l'Etat ne reconnaît pas Dieu, que dès lors la religion de l'Etat n'est qu'un vain nom. »

En attendant, les nouvelles élections ont renforcé l'opposition libérale; elles comptent trente-cinq membres sur cinquante-quatre élus; il y a les furieux à froid comme Manuel, les militaires grandiloquents comme le général Foy, les idéologues fielleux comme Benjamin Constant. Le bruit qu'ils font, savamment amplifié par la presse de leur parti, intimide les modérés du centre qui forment la majorité du ministère, Quatre ou cinq de ceux-ci ont imaginé de couler en formules sévères leur goût malsain des coups de bâton; on les appelle avec un grand sérieux les Doctrinaires; l'un d'eux, M. Royer-Collard, a coutume, du haut de sa cravate, un papier à la main, de venir périodiquement déclamer à la tribune des miiseries solennelles sur la Démocratie dont il célèbre l'avènement fatal, tout en prescrivant gravement les digues de papier, de plumes d'oie et de verres d'eau législatifs qu'il estime nécessaire d'opposer à son flot dévastateur.

Trois cents francs décident de l'infailibilité d'un citoyen, sous le règne du cens.

Le drapier de la rue Saint-Denis, l'avoué de Rennes, le percepteur de Saumur, le médecin de Chirac, prétendent à la souveraineté et regardent comme un crime de lèse-majesté toute allusion dans un mandement d'évêque, à l'autorité rivale de Dieu. Ces bourgeois entendent bien que l'Eglise observera la Charte dans le royaume du Ciel comme dans celui de France et y persuadera le Très-Haut lui-même que les sacro-saints *Droits de l'Homme* ne lui permettent plus désormais que de signer les ordonnances de M. Decaze...

Sans doute, le vrai peuple de la glèbe et de l'artisanat n'entend rien à ces fariboles et ne souhaite que le repos, mais il est crédule et le pamphlet antireligieux va le chercher jusque chez lui. Libelles, caricatures, chansons, traînent dans les cafés, les boîtes de bouquinistes, salissant les yeux et l'esprit d'allusions grossières. Les commis-voyageurs discutent théologie dans les diligences et à table d'hôte, et parce qu'ils ont lu quelques facéties de Voltaire sont persuadés que l'Industrie et le Commerce sont le dogme et la morale de l'avenir. L'école, l'auberge, la caserne, la boutique crachent le blasphème et suent la haine de Dieu. A Saint-Brieuc, la légion des côtes du Nord vient de sabrer une croix dans la ville même, et cette légion était composée de paysans sortis, il y a six mois, très bons chrétiens, de leurs familles...

« Un grand châtement se prépare, prophétise Lamennais, et la main de Dieu est déjà visible sur nous. La société est dans un état surnaturellement effroyable. Que faire? Prier. Je ne vois plus que cela. Les jacobins sont altérés de meurtre et ne se laisseront pas. Ils abattent les croix en attendant qu'ils abattent les têtes... Il semble qu'on entend les terribles *Væ* retentir du haut des airs... Mais les cris de la terre couvrent tout maintenant. Elle se taira, n'en doutons pas; elle se taira, et bientôt. »

Comment serait-il sourd à ces rumeurs sinistres que son imagination enfle démesurément dans sa solitude? Demain peut-être, le courrier lui annoncera que le châtement est enfin descendu sur la ville coupable... Dès le mois de septembre, il n'y tient plus et sous le prétexte de chercher une demeure pour l'abbé Carron, il revient à Paris qui naturellement le déçoit, dès les premiers jours, tant il se sent étranger parmi ces petites cabales d'ambitions aigres et de vanités insatiables. Il visite beaucoup M^{me} de Lacan, pense un moment habiter Saint-Germain, en lisière de la forêt, toujours sous le prétexte de trouver un refuge pour l'abbé Carron, mais il renonce à la petite maison qu'il avait déjà louée, reste encore un mois à Paris et l'éternel inquiet regagne la Chênaie au début de décembre. Il s'est bien promis de se consacrer entièrement à son livre; il faut qu'il l'achève à tout prix. Cependant à peine est-il rentré qu'il écrit deux articles pour le *Conservateur*

(1) Voir la *Revue catholique* du 3 avril.

bien qu'il n'espère plus rien de l'opposition royaliste; il l'a vue de trop près; s'attardant aux polémiques personnelles, elle se figure soutenir des principes alors qu'elle n'est plus menée que par des préjugés.

Seul le lucide Vitrolles s'inquiète de cette démission spirituelle de la Monarchie. Il n'a pas besoin de descendre comme son ami, du Sinaï environné de foudres avec les tables de la loi fumantes encore du doigt de l'Éternel, pour comprendre que les sources de l'autorité se tariront bientôt si les peuples oublient qu'elles découlent de la montagne sainte; la dignité de son sang et de sa raison, toute sa fierté d'homme enfin, lui crient que la Monarchie est perdue si l'on refuse à la couronne le nimbe divin qui la défend des attachements de la canaille; et rien n'est plus pathétique que ce dialogue entre le prophète et le gentilhomme, où la voix de la terre s'accorde avec la voix du ciel pour ramener à ses pures origines une majesté neuf fois séculaire.

Or, le 13 février, le poignard de Louvel frappait le duc de Berry. Malgré les avertissements donnés depuis près d'un an à Decazes par le baron de Saint-Clair, aucune mesure d'ordre n'avait été prise.

Dernière et atroce figure de la mascarade infernale qui se joue autour d'un roi podagre, cette agonie sanglante du Prince dans une salle de comédie au son de la musique du *Carnaval de Venise*, obsède Lamennais jusqu'au cauchemar.

L'assassin, après avoir été longuement travaillé dans le cabinet de Decazes, a affirmé n'avoir aucun complice; il a seulement déclaré que les *Droits de l'Homme* étaient son Évangile. La police a eu soin d'ailleurs de brûler tous les papiers trouvés sur lui. Le général Foy saura tranquilliser les complicités qu'émeut l'accusation lancée par Clauzel de Coussergue contre Decazes, en conjurant l'assemblée, d'un ton dévot « d'élever le débat au-dessus de la politique et de ne laisser cours qu'à sa douleur ». Et d'un consentement unanime, avec un immense soupir de soulagement, l'éponge sera passée sur ce sang. « Le sort de notre pauvre France est arrêté là-haut, prononce Lamennais; tous les délais sont écoulés; la sentence est irrévocable; l'Ange exécuteur est déjà parti. Laissons tous ces animaux moitié niais, moitié féroces, s'entre-dévorer entre eux... »

Pour lui, c'est à l'ombre d'une autorité plus consciente de ses droits qu'il rêve d'aller vivre. « Rome me paraît être aujourd'hui la seule patrie des chrétiens. Au moins là je n'assisterai pas à l'agonie de la France. C'est un spectacle affreux que je ne puis supporter ».

Mais il n'en fera rien et, vers le même temps, il écrit à M^{me} de Lacan, devenue depuis peu la baronne Cottu : « Nous marchons à grands pas vers le règne du crime. Quelquefois j'éprouve un extrême désir de retourner au combat, et de mourir au moins, si l'on ne peut faire mieux, en défendant la religion qu'on proscrie et la royauté qu'on poignarde. Une seule chose me retient, mon deuxième volume, dont l'importance me paraît si grande que je dois, ce me semble, pour l'achever, sacrifier tout, et la mort même, la mort qui s'offrira, bientôt peut-être, et si douce et si belle au chrétien ».

Aussi ne faut-il pas trop l'en croire non plus quand il nous dit qu'il ne connaît plus que les variations du temps et son paysage intérieur, et que les journaux n'entrent plus dans sa chambre. Il n'a pas encore achevé son livre que, dès le 9 mars, à 8 heures du soir, il quitte encore la Chênaie et court vers Paris où il livrera à l'imprimeur ce qui est rédigé et terminera le reste sur place.

(A suivre.)

ROBERT VALLEY-RADOT.

Mussolini et son œuvre

La grande préoccupation de Mussolini fut toujours la régénération, tant au point de vue moral que physique, de la race italienne, que les idées les plus subversives et les plus malsaines tourmentaient au lendemain d'une guerre épuisante, dont les résultats n'avaient pas été ce que le pays eût souhaité.

Les Italiens se retrouvaient appauvris et humiliés devant les conséquences d'une lutte où ils n'avaient cependant ménagé ni leur héroïsme, ni leurs forces, ni leurs biens, ni leur vie. Le bolchévisme était près de les atteindre et ceux qui, comme nous, ont vu l'Italie en 1919, en revenaient navrés.

Qui allait la tirer de ce marasme, qui allait rendre à cette race, sa vigueur de corps et d'esprit, qui allait discipliner ses forces dispersées? La conscience de sa dignité reconquise pouvait, seule, la ramener dans le chemin des hautes destinées que réclamait son passé glorieux. Il fallait un homme qui, dans ses opinions et ses principes, eût, en germe, cette ascension vers un idéal national qui permit à une nation menacée par l'anarchie, d'une part, le découragement, de l'autre, de franchir, sans y tomber, le gouffre vers lequel elle marchait, et de reprendre, d'un pas ferme, la place qu'elle occupait dans le rang des grandes nations.

Celui qui assumerait cette tâche devait joindre, à cette conception géniale, une volonté de fer, un courage invincible qui ne réserve rien, pas même sa vie, dans les sacrifices consentis pour la patrie. Cet homme, ce fut Mussolini. L'histoire de l'Italie nouvelle est faite de ses luttes et ses gloires sont l'œuvre de ce puissant organicisme que les Abbruzzes s'enorgueillissent d'avoir donné à la Patrie.

Au Palais vénitien

Je souhaitais, depuis longtemps, connaître cet homme dont le génie réorganisateur s'était consacré, au lendemain de la guerre, à arracher son pays à la plus triste des destinées : à l'asservissement aux influences étrangères les plus contraaires aux aspirations de la race, au matérialisme sec et dissolvant, à la dénationalisation de l'enseignement, à l'oubli des vertus civiques et raciques.

Mais, Mussolini, me disait-on, s'y prêtait moins volontiers qu'autrefois et son entourage voyait ces interviews d'un œil peu favorable.

« Une chance vous servira, peut-être, me dit un Italien; faites valoir auprès du Duce votre titre d'écrivain et de journaliste, c'est un droit à sa sympathie. »

Bien m'en prit d'agir de la sorte, car la réponse ne se fit pas attendre et, le 26 décembre, à 18 h. 1/2, je fus convié, au Palais vénitien, par le chef du Gouvernement. Il m'y attendait, seul, au milieu de l'immense salle des Mappemondes dont les proportions énormes n'enlevaient rien à l'impression de calme puissance physique qui se dégage de sa personne, bien que sa taille paraisse moyenne, du fait de sa large carrure.

Nos pas, en allant l'un vers l'autre, foudraient la miroitante mosaïque noire et blanche figurant, sur le sol, les Dix travaux d'Hercule avec, au centre, une couronne, entourant le faisceau symbolisant le glorieux passé de l'ancienne Rome, en même temps, que les puissantes réalités du présent et les espoirs de l'avenir.

Les larges murs aux teintes claires sur lesquels se détachent quelques reproductions de fresques de Mantegna, intensifiaient encore la brillante lumière des gigantesques cierges allumés dans chacun des quatre coins de la salle et celle tombant du lustre à triple rang de feuilles de lauriers en bronze doré, chargées d'ampoules électriques.

La haute cheminée vénitienne, avec la longue table de travail de Mussolini et trois fauteuils, meublaient, seuls, ce large espace qu'emplissent suffisamment, d'ailleurs, les merveilleuses conceptions du cerveau génial de cet inlassable travailleur, créant sans cesse de nouveaux plans, d'étonnantes réformes, les yeux fixés sur un avenir qu'il prépare, puis... réalise.

Simple et courtois, le Duce m'accueille et me parle avec cette franchise directe de ses grands yeux noirs qui tiennent son interlocuteur sous le charme et semblent « écouter » avec la même intensité qu'ils observent.

Le cycle de mes conférences lui sert, très aimablement, d'entrée en matière : Gènes, Milan, Venise, Rome, Catane défilent avec, sur chacune d'elles, une note d'intérêt de sa part concernant les

cercles où l'on m'a invitée et ceux qui dirigent leurs destinées. Son visage s'épanouit lorsque je cite des personnalités connues pour leur loyalisme au régime et le titre de mes conférences : *Les Italiens et les Belges sur la route de la Beauté* lui plaît. C'est, implicitement, prouver qu'il sympathise à l'union de nos deux peuples, à travers les âges, dans les voies de l'art.

Modeste, quoiqu'on en pense, il ne parle point de lui. Une seule fois, cependant, — et c'est pour répondre à mon affirmation que, s'il a des ennemis, les trois quarts de l'Italie sont pour lui — ces mots fiers s'échappent de ses lèvres :

— Je ne crains personne!

— Naturellement, lui dis-je, vous avez atteint les sommets.

— Les sommets!, répliqua-t-il vivement, avec une ironie soulignant son invincible soif de vérité, je suis dans la lutte!

Et, dans la lutte, il demeure portant en lui cet idéal unique et multiple figuré par le faisceau romain.

Toujours combattant, il s'éloigna des partisans de ses anciennes opinions philosophiques et politiques, lutta contre les idées rétrogrades et anarchiques, passions, faiblesses, vices, farniente, rancœurs tenaces de tous ceux qui voulaient entraver sa marche vers la réalisation de ses plans. Et, parmi les premiers, succombent les sociétés secrètes, dont les membres sont dispersés. La toute-puissance de la franc-maçonnerie mettait obstacle à l'unité italienne qu'il voulait recréer, et sa chute rapide souleva contre le Duce, de fortes haines. Mais il fallait faire table rase de toute opposition, si l'on voulait assurer des bases stables à une nouvelle Italie aussi puissante que celle du Passé.

Il fallut, aussi, mettre fin au terrorisme qu'exerçait, en Sicile, la malfaisante association de la *Mafia*, redoutable bande dont faisaient partie des gens de tous rangs ranconnant les riches propriétaires, grâce à un affreux système de chantage et d'intimidation allant jusqu'à la menace, exécutée d'ailleurs, si la victime ne fournissait pas la rançon exigée.

L'éducation fasciste

C'était tout cela, et tant d'autres choses encore qui dissolvaient les forces vives de l'Italie et les auraient bientôt anéanties si Mussolini n'y avait opposé la puissante réaction du Fascisme.

Nous ne pourrions développer, dans le cadre de cet article, sa constitution ni la formation de ses milices dont l'éducation commence à l'école et se poursuit jusqu'au service militaire.

Ce complet ensemble éducatif qui fut analysé, ici même, en détails, débute par l'œuvre nationale des *Balilla* pour l'assistance et l'éducation morale et physique de la jeunesse. Elle est suivie de l'institution *Avant-gardiste* qui prépare les jeunes gens, de quatorze à dix-huit ans, au service militaire.

De 1927 à 1930, le chiffre des inscriptions dans la milice volontaire pour la sécurité nationale, qui est l'aboutissement de cette formation fasciste, est passé de 5,000 à 90,000 et, à cette époque, 110,000 *Balilla* entrent aux avant-gardes.

Mais, de ce vaste ensemble, qui est l'épanouissement du régime, nous ne parlerons que de ce que nous avons vu, par nous-même, en Italie et surtout au point de vue de l'enfance et de l'agriculture.

Peu de chefs de gouvernement se sont autant occupés de l'enfant que le Duce et ont formé et groupé des apôtres aussi fervents au service de la jeunesse que ceux rencontrés par nous, là-bas. Parmi les plus zélés d'entre eux, il faut compter cette femme éminente *M^{me} Pezzé Pascolato*, appartenant à l'une des plus anciennes familles de la ville dont elle habite le vieux palais situé sur le grand canal et où les intéressantes collections d'œuvres d'art, les bibelots précieux, les livres rares témoignent des goûts intellectuels et artistiques qui sont les siens, comme ils furent ceux de ses ancêtres.

Elle occupe la chaire de littérature italienne à l'Université de Venise et a traduit dans sa langue maternelle les meilleurs auteurs étrangers, tant les anciens que les modernes, y ajoutant des commentaires remarquables. Ce n'est pas tout; à cette profonde érudition, elle ajoute cette vertu d'une délicate et généreuse bonté qui la fait s'intéresser à toutes les misères humaines et spécialement à ce qui concerne l'enfant. Or, elle me confiait : « J'ai le bonheur de voir se réaliser, à cette heure, tous les projets qu'au cours d'une vie déjà longue, j'avais formé pour la protection de l'enfance et son développement tant physique, que moral.

» Avant Mussolini, on les admirait, on m'offrait des médailles d'or, mais on me disait : « Tenez-vous bien tranquille ». Depuis que Mussolini est le chef du gouvernement, on ne me donne plus de décorations, mais on me dit « Agissez ! ». Et, pour cela, on

m'accorde tous les crédits nécessaires. C'est ainsi que j'ai reçu deux millions de lires pour l'œuvre de la *Maternité* et, étant nommée *Députée provinciale du Fascisme pour Venise*, toute l'autorité et les fonds pour créer et réformer les œuvres éducatrices et bienfaitantes ».

À l'instar de *New-York* où elle séjourna quelques temps, *M^{me} Pezzé Pascolato* obtint l'autorisation de créer, dans le Palais royal de Venise, une « Bibliothèque pour les enfants, afin de les préparer à la lecture des chefs-d'œuvre ».

C'est ainsi que, l'après-midi, les classes primaires ayant congé, les enfants viennent, s'ils le souhaitent, dans les salles si intelligemment et confortablement aménagées où ils trouvent les jouets instructifs se mêlant avec les volumes aux reliures de couleurs harmonieuses et remplis d'images attrayantes, depuis les alphabétiques jusqu'aux livres des conteurs et des fabulistes, jusqu'à ceux des historiens et des géographes mis à leur portée. Ainsi ils prennent insensiblement goût à des lectures soigneusement choisies, pour eux, par les dames bibliothécaires qui les graduent selon leur âge et leur compréhension.

La classe ouvrière n'est pas oubliée dans cette œuvre et il y a d'autres locaux à Venise où, trois fois par semaine, elles se tiennent à la disposition des gens du peuple pour leur fournir des livres de lectures saines et réconfortantes.

Dès 1921, les *Fasci Femminili* (Fasci féminins), étaient fondés, et leur double action d'assistance et de propagande se concentraient dès 1925, sur le développement de ce noble idéal de la perfection morale et de l'éducation nationale de la nouvelle génération italienne.

« À travers l'enfant, il faut voir la race » s'était crié Mussolini, et l'animateur entendit l'enthousiaste réponse de tous ceux qui comprennent et secondèrent cet effort, avec un dévouement et un zèle admirables.

Les écoles professionnelles surtout, et les colonies scolaires entre autres, connaissent un développement extraordinaire. Ces dernières sont créées, pour les petits, soit au bord de la mer ou d'un fleuve, soit à l'orée des forêts, sur la montagne ou dans la plaine, selon que la santé de l'enfant requière l'une ou l'autre de ces cures, où le soleil a la plus large part, et dont le personnel, médecins et infirmières, est toujours de choix.

Jamais je n'ai visité d'école professionnelle de jeunes filles, aux cours aussi multiples, aux études aussi complètes que celle de Venise.

Cette dernière se divise en deux sections : industrielle, économique domestique. Les élèves y suivent, d'abord, des cours généraux obligatoires durant un an et comportant, avec l'étude de la langue italienne, des notions pratiques de langue française, des cours de comptabilité domestique et commerciale, de géographie, d'arithmétique de dessin appliqué. Puis viennent les cours pratiques de couture, de broderie, de cuisine, de blanchissage, de puériculture, de dessin appliqué aux industries spéciales choisies par les élèves, voire de teinturerie où tout essai dans la recherche des tonalités nouvelles est encouragé dans le but de développer le goût et l'originalité des futures ouvrières. La peinture et la musique y sont parfaitement enseignées. Et, lorsque les élèves ont fait le choix définitif de leur carrière, elles se perfectionnent dans toutes les branches qui s'y rapportent. Nous avons pu constater aussi combien l'éducation qu'on leur donne tend à élever leur cœur et leur esprit.

Les leçons de religion y sont données par un prêtre éminent et dans chaque classe, nous avons vu le crucifix à la place d'honneur. Ce qui nous fit exprimer à Mussolini toute la satisfaction que nous avions éprouvée, nous, catholique, à rencontrer les emblèmes religieux, partout où nous avons passé; satisfaction à laquelle il s'associa d'un air grave.

Cette dominante atmosphère d'enthousiasme est l'œuvre même du Duce, et se communique à l'enfance et à la jeunesse par les interprètes de sa pensée, apôtres, hommes et femmes, de la grande œuvre de développement national.

Le féminisme et le fascisme

Jamais le féminisme n'a été à l'honneur dans aucun pays et sous aucun gouvernement, comme il l'est en Italie. Et ce n'est pas un féminisme fait de luttes pour la revendication de tel ou tel droit. C'est le féminisme compris par un homme génial qui sait quels apôtres dévoués il peut trouver dans les femmes soumises

à une règle de conduite qui les élève au degré de perfection qu'il faut, pour prêcher, par l'exemple, les plus hautes vertus et pour arriver, par le renoncement sur l'autel de la Patrie, à se dévouer au bien de leurs semblables. C'est pourquoi Mussolini veut qu'elles reçoivent, dès l'enfance, des principes qui leur serviront de directives et qui se trouvent résumés dans la formule d'engagement au service du fascisme, c'est-à-dire de l'Italie.

Voici celle destinée à la jeunesse féminine, dont tous apprécieront la haute valeur morale et qui commence par une invocation au Très-Haut, Mussolini sachant parfaitement que la religion est le moteur le plus puissant qui puisse servir à l'élévation des âmes et à les maintenir dans le droit chemin, comme à les guider dans un apostolat qui ne tend rien moins qu'à la régénération d'une race et au bonheur d'un peuple.

« Fascio Féminin de Venise.

» LA PROMESSE DES JEUNES ITALIENNES.

» Au nom de Dieu,

» Au nom de l'Italie,

» Au nom de tous ceux qui sont morts pour la Patrie et dont les esprits planent toujours autour de notre Drapeau, je fais la solennelle promesse d'être bonne avec tous, obéissante et respectueuse envers mes supérieures, courtoise dans mes façons, simple dans mon costume, calme et sobre dans mes paroles, inspirées par la bienveillance, et pure dans toutes mes pensées.

» Je promets de conserver toujours, en moi, toute cette loyauté, cette sincérité parfaite, qui sont la dignité de l'âme, comme la scrupuleuse propreté est la dignité du corps.

» Je promets de remplir joyeusement mon devoir quotidien, en famille, à l'école, à l'atelier, en quelque fonction où je sois appelée à faire œuvre de discipline et de fidélité; afin que, le devoir accompli, je puisse avoir le droit et la joie d'offrir encore un peu de mon travail aux plus faibles, aux plus pauvres que moi.

» A S. M. le Roi qui nous a conduits à la Victoire,

» A notre *amatissimo* Duce, qui l'a voulu respectée et féconde, je promets de rechercher, toujours, du fond du cœur et de l'esprit, non mon avantage personnel, mais le bien de tous, sans cupidité ni vanité.

» Je promets de n'avoir d'autre orgueil que celui d'être Italienne, de m'appliquer avec le plus fervent enthousiasme, avec la plus tenace volonté, à mériter, à conquérir, chaque jour, l'honneur d'être fille d'Italie.

» Venise, 17 août 1927. »

Le groupe féminin fasciste prépare, depuis ses premières années, la petite fille, à cette tâche de bonté profonde qui ramènera la femme aux antiques traditions familiales, en cultivant en elle la force unie à la douceur, en la mettant au courant des nouvelles exigences qui se manifestent, chaque jour, dans la vie moderne, et requièrent une compétence et une étude profonde des conditions ambiantes.

Il fallait écarter l'enfant, à la fois, de la masculinisation et de la frivolité, ces deux maux extrêmes de notre temps, et, tout en lui gardant son autonomie, l'envelopper d'une autorité ferme et juste qui développât, harmonieusement, ses facultés morales et physiques.

Quant au petit garçon, virilement développé sous l'action de la Baïlla, il acquiert, peu à peu, les vertus civiques et morales qui préparent l'homme de cœur et d'action, le citoyen et le père de famille.

L'atmosphère créée par le fascisme

Et tout cela s'accomplit dans une atmosphère d'ordre, d'hygiène, de force calme qui émane du chef, et se révèle, à l'étranger qui séjourne en Italie, sous mille aspects divers : la lutte contre la tuberculose, le développement considérable des sports en plein air, l'assainissement moral des rues, des étalages, des cinémas et des théâtres, la surveillance de la police dans le règlement de la circulation des automobiles, des autobus et des piétons, soumis à une direction fixe.

Cette sécurité des rues, la nuit comme le jour, des trams, des trains, se manifeste dans quantité de petits faits qui, constatés par les voyageurs finissent par révéler, aux étrangers qui, comme

nous, ont voyagé à travers l'Italie, avant et pendant le règne du fascisme, une sorte de mouvement continu d'épuration, de redressement de la conscience privée et collective, montant d'une source plus noble que la crainte du « carabinière », ou de la « *camicia nera* ».

En 1919, deux de nos confrères nous racontaient comment ils venaient d'être dépouillés de leur portefeuille sur la ligne de Milan; c'était, alors, un fait banal. Or, cet hiver, combien de fois n'avons-nous pas, malgré les avertissements des gardes, laissés, dans les salles d'attente des gares, des colis en souffrance que nous retrouvions à la même place quelques heures plus tard.

Nous ne pouvions nous empêcher de songer à ce Rollon, duc de Normandie, qui inspirait aux bandits une si salutaire terreur qu'un bracelet suspendu par lui à un arbre, à l'orée d'une forêt, y fut retrouvé un an plus tard!...

Ce peuple de nature ardente respire avec bien-être cette atmosphère de beauté morale où rien non plus n'est négligé de ce qui peut rattacher la nation à son passé dans le domaine des sciences et des arts. Mussolini ne veut pas que l'Italie moderne oublie celle des Césars.

Par exemple, il y avait longtemps qu'on parlait d'exhumer les ruines d'Herculanum, mais cette entreprise n'avança qu'à partir du moment où le Duce s'en occupa; et les travaux alors en furent activement poussés. Il en fut de même de l'assèchement du lac Nemi et de la mise au jour des anciennes galères romaines.

Il y a quelque temps, il apprenait qu'en préparant les fondements de nouvelles habitations, on avait découvert les restes d'un Marché romain, mais que les architectes et propriétaires du terrain avaient décidé de continuer les travaux sans en tenir compte.

Or le Duce fit immédiatement annuler tous les contrats et dégager ces vestiges du passé, comme il le fit en Sicile et ailleurs, dans la Péninsule, jamais las d'encourager les travaux propres à ressusciter les beautés de l'ancienne Rome ou d'embellir la cité nouvelle et de fournir les fonds nécessaires à leur réalisation.

Ce trait distinctif de prompt décision suivant une rapide connaissance des faits frappe particulièrement les étrangers habitués aux mesures lentes et aux décisions rapportées.

Une haute personnalité bruxelloise dont la fille est mariée là-bas, me déclarait qu'elle était devenue mussoliniste parce qu'elle avait vu l'Italie en 1919 et y étant retournée chaque année, depuis lors, avait pu juger de toutes les réformes salutaires accomplies avec la plus grande célérité, sans les retards administratifs communs aux autres pays.

Les erreurs et les sottises répandues en Belgique contre le gouvernement fasciste et le tort que cela nous a fait en Italie.

Ceux qui ont quitté l'Italie au début du régime fasciste sont mauvais juges en la cause, et nous racontent de très vieilles histoires, celles qui ne seront pas écrites, parce qu'elles sont des essais, de faux départs, des tâtonnements, voire des fautes de début qu'une nation, en voie de réorganisation, a connus sous toutes les latitudes. Mais cette évolution fut salutaire au pays, parce qu'elle l'arrachait au gouffre où il allait sombrer.

Qu'une indésirable part de la population italienne souvent embusquée aux frontières étrangères, jette l'insulte et le discrédit sur un régime qui les ignore ou les châtie, selon leur degré d'activité, cela est admissible et même logique. Mais ce qui est ridicule et pénible, c'est de voir, en Belgique, nombre de gens emboîter le pas à la suite de la franc-maçonnerie française et de certains journaux qui prétendent éclairer l'opinion publique, et faire le jeu des ennemis de l'Italie, en s'ingéniant avec une persistance inouïe, à discréditer son gouvernement, sans être allés voir, là-bas, ce qui s'y passe.

Il est trop aisé de vilipender un régime et son chef, sur la seule foi d'un avis, combien suspect, d'inconnus, ou de partisans nés de l'anarchie.

A tous ceux à qui il a plu de dénoncer, (sans les voir), les abus du régime fasciste, il devrait être imposé un voyage d'études dans ces villes et ces campagnes où tout prospère et ressurgit, où les trois quarts de la population adhèrent, avec enthousiasme, à ce régime dont les fortes disciplines conviennent, le plus souvent, à leur

caractère et à leur mentalité, si elles ne correspondent pas toujours aux nôtres. « Nous aimons d'être gouvernés par un homme de génie », nous disait un Napolitain et, s'il nous en coûte, parfois, d'obéir, nous le faisons avec joie, parce que nous savons que c'est pour notre bien. Pourtant, de tous les Italiens, les Napolitains étaient, peut-être, autrefois, les plus indisciplinés ou, tout au moins, ceux qui se complaisaient le plus aux douceurs du farniente. Car c'est à Naples que se rencontraient les plus fervents lazzaroni.

Et un homme de valeur, antifasciste, au point de vue des idées philosophiques, me disait en Italie : « Je suis opposé, non au régime du gouvernement mais à ses conceptions philosophiques. Et, pourtant je vous affirme que, le fusse-je complètement, je le soutiendrais à l'étranger, car je trouve les façons d'agir des antifascistes absolument antipatriotiques. Elles donnent une fausse idée de l'état des choses et des esprits sous le régime actuel, et, s'il y a ici la censure de la presse et quelques autres ombres au tableau, comme, dans tout gouvernement, il est injuste de ne pas reconnaître les grandeurs du régime et ses bons résultats sur la race tout entière ».

D'ailleurs, comme nous le disait, peu avant sa mort, le regretté marquis Durazzo, que la malveillance systématique envers son pays, de certains journaux belges, affligeait, car il aimait profondément l'Italie et la Belgique : « Pourquoi donc se mêle-t-on ici de critiquer notre forme de gouvernement ? Nous nous gardons bien, en Italie, de nous mêler du vôtre ».

Comme je rentrais à Bruxelles, au début de janvier dernier, après avoir passé plus de deux mois en Italie, j'eus la surprise de voir la plupart de ceux que je rencontrais, m'aborder d'un air anxieux, hésitant à m'interroger, comme s'ils s'imaginaient que je sortais d'une géhenne, et avais assisté à des drames épouvantables. J'en aurais ri vraiment, si je n'en avais été navrée.

Elle avait, donc, réussi à ce point, cette campagne commencée, ô tact suprême ! au lendemain du mariage de la princesse Marie-José, qui avait comblé de joie la nation italienne, tout entière, parce que, nous disait-on alors à Rome, « ce mariage répond si absolument aux vœux ardents des Italiens, que nous eussions considéré comme une catastrophe le fait qu'il ne se fût pas accompli. Les Italiens, comme les Belges, se sont battus pour l'honneur et nous sommes fiers de voir, par cette union, se consolider les liens qui, depuis la guerre, unissent nos deux pays ».

Hélas ! nous avons pu constater d'autre part, que l'acrimonie de certains journaux belges — obéissant à quelles influences occultes contre le gouvernement fasciste, nous avait extrêmement nui — et cela dans tous les rangs de la société — dans l'esprit de ceux qui nous considéraient, auparavant, comme des êtres supérieurs. Ainsi, à Rome, un jeune artiste de situation modeste et n'appartenant à aucune association fasciste, nous disait naïvement : « J'espère qu'il y a encore d'honnêtes gens en Belgique, car les journaux nous ont appris comment on a attaqué notre gouvernement, et que celui qui a voulu tuer notre Prince bien-aimé, n'a reçu qu'un faible châtement pour sa faute ».

La présidente d'une des associations les plus distinguées au point de vue littéraire et artistique d'une grande ville d'Italie, où nous devions conférencier, nous faisait savoir que, cette année, on avait décidé de n'entendre que des orateurs italiens et que, conséquemment, on ne pouvait commencer par faire une exception en notre faveur. Et, comme nous n'avions eu, jusqu'alors, qu'à nous louer des procédés charmants de cette société, il nous fut impossible de ne pas deviner, sous cette excuse courtoise, la réaction inévitable produite par les résultats de ce procès et les propos malveillants envers le gouvernement italien qui l'avaient accompagné et suivi. D'ailleurs, nous en fîmes aussitôt convaincue par la réponse même de notre interlocutrice aux paroles que nous ne pûmes nous empêcher de lui adresser, avec quelque amertume : « Je vois bien, Madame, que maintenant vous mettez les Belges sur le même rang que les Français (1), à cause de ce malheureux procès de Rosa. Cependant nous n'y pouvons rien ; la défense ayant, chez nous, pleine liberté de mettre en relief tout ce qui peut atténuer les torts du coupable, alors même que ces paroles seraient exagérées, voire outrageantes pour le régime qu'elles visent ».

Or, mon interlocutrice me répondit brusquement : « Ce n'est pas de la liberté cela, c'est de la licence. Comment, on a voulu tuer le fils de notre Roi et le coupable est condamné à une peine

légère. En Belgique, on peut, donc, commettre un crime et recommencer le lendemain ? »

Quant à cet immortel héros qu'est le grand mutilé Carlo Delcroix, député de Florence, que nous eûmes l'occasion de rencontrer à Rome, il se montra navré, lui qui est un fervent admirateur de Mussolini et un ardent fasciste, que le gouvernement italien eût été critiqué dans cette Belgique qu'il aime profondément et à laquelle il se rattache, d'ailleurs, par ses origines.

Un savant professeur d'Université, à qui notre consul général de Gênes tâchait d'expliquer qu'on ne pouvait incriminer la Belgique, au sujet de ce procès, la loi permettant, à la défense, une liberté pour ainsi dire illimitée de langage, lui répondit froidement : « Un peuple n'a que les lois qu'il mérite ».

Si non è vero è bene trovato.

Jusqu'alors il suffisait qu'on se déclarât Belge pour qu'aussitôt le visage de votre interlocuteur se détendit et qu'il fit droit à votre demande. A cette heure, il n'en est plus toujours ainsi, et il faudra quelque temps et beaucoup de bonne volonté, de notre part, avant que renaisse, dans toute leur plénitude, les sentiments que les Italiens éprouvaient à notre égard.

Ils avaient placé les Belges très haut dans leur estime, et dans leur affection, et il est pénible de constater que ceux-ci ont, de plein gré, à moins que ce ne soit par une sottise inconcevable, sacrifié cette amitié à des influences étrangères.

Mussolini et la Sicile

Lorsqu'au cours d'une promenade en automobile aux environs de Catane, nous admirions les vastes plantations de citronniers et d'orangers tout chargés de leurs fruits d'or, et les jardins débordant de fleurs et de parfums : « C'est grâce à Mussolini que vous pouvez les voir, nous dit-on, car, auparavant, tout cela était enclos entre de hauts murs. Mais il les fit réduire, dès trois quarts, afin que toutes les richesses du sol s'offrissent à l'admiration des passants. Les propriétaires ruraux ont-ils des terrains en friches, il les oblige à les cultiver pour faire produire davantage au sol, d'une part, et donner du travail aux chômeurs, de l'autre ».

Car Mussolini ne veut plus que les Italiens s'en aillent, comme des bandes d'affamés, prêter le travail de leurs bras et gagner leur pain quotidien ailleurs que dans la mère-patrie.

Le Duce semble avoir une prédilection pour la Sicile. Lorsque nous lui parlions de cette dernière et des récentes découvertes de savants nous apprenant que la civilisation serait venue, dans les âges lointains, de la Sicile vers la Grèce, il approuva en disant « Mais c'est, maintenant, un fait historique ».

Et à propos d'Antonello de Messine, dont nous vantions la Vierge admirable de l'Annonciation du Musée de Palerme, comme il s'écriait avec enthousiasme : « Ah ! n'est-ce pas, c'est un bien grand artiste ! Nous ne pûmes nous empêcher de lui répondre : « Oui, mais c'est chez nous qu'il vint chercher ses belles couleurs et, dit-on, s'initier à la peinture à l'huile auprès des disciples des Van Eyck. Il est vrai que, s'il alla, en rentrant en Italie, enrichir Venise de ses trouvailles, les transmettant à Bellini qui y initia le Giorgione, et d'autres, Venise y ajouta les merveilles de sa lumière que, plus tard, Rubens et Van Dyck iront recueillir chez vous ». Je ne puis exprimer quelle satisfaction plénière j'éprouvais de voir ce grand chef d'État, ce génial politicien, s'intéresser à l'art et en parler avec une vraie compétence, dans un français des plus purs.

Combien d'autres sujets n'avons-nous pas encore abordés, au cours de cet entretien qui m'a prouvé que Mussolini a l'œil à tout, qu'il veille sur tous, et qu'il n'a en vue que la prospérité, le bien-être, la glorification de sa Patrie.

Mussolini, le peuple italien et l'agriculture

« Je suis contre le malthusianisme, me dit-il encore et je souhaite que les familles soient nombreuses. Or, il en est beaucoup en Italie, et dans l'aristocratie, comme ailleurs, on compte jusqu'à dix enfants. Comme je lui exprimais mon admiration pour le peuple italien si riche en dons naturels, si ardent au travail, si généreux de ses forces et de son temps et lui citais un jeune homme contraint par la nécessité à travailler, de 5 heures du matin à 9 heures du soir, dans un hôtel, puis, afin de développer ses talents, ayant le courage de suivre, jusque tard dans la nuit, des cours d'art dramatique et de cinéma :

(1) Ceci sa passait avant l'accord naval récent entre l'Italie et la France.

« Vous m'en donnez un exemple, Madame, me répondit le Duce, mais ils sont tous comme cela. Et, quand je songe, ajouta-t-il avec quelque amertume, qu'on a osé appeler les Italiens « le peuple du far niente » !

Nul avant lui ne s'est occupé comme il le fait de la classe ouvrière et surtout de l'agriculture où il voit le salut du peuple et du pays.

Des écoles spéciales ont été créées, non seulement pour les jeunes gens mais pour les jeunes filles, afin qu'elles soient aptes à labourer et à semer un champ, à en récolter les moissons, qu'elles soient de blé, ou de légumes, de fruits ou de fleurs. Et toute cette jeunesse rurale ramenée à l'amour de la terre y voit sa santé morale et physique s'y développer plus sainement que dans l'ambiance insalubre des usines.

Avant le fascisme, aucune organisation complète et effective de l'agriculture n'avait jamais été réalisée, bien que plusieurs tentatives en eussent été faites depuis 1902.

C'est en 1920 que fut constituée, à Rome, la « Confédération générale de l'agriculture », qui, en 1924, fut absorbée par la Fédération italienne syndicale agricole fasciste. Le formidable apport de la masse rurale au fascisme politique de combat n'est d'ailleurs plus à prouver. Le Duce n'a-t-il pas dit : « Le fascisme est un phénomène rural ».

Cette Fédération italienne syndicale agricole fasciste (F. I. S. A. F.) est basée sur le concept de la collaboration des classes, non dans un sens théorique et platonique, mais dans un sens pratique et actif. Alors que la lutte des classes était encore pratiquée, la F. I. S. A. F. tendait la main aux syndicats fascistes des travailleurs agricoles réalisant dans le champ social le concept corporatif, supprimant toute solution de continuité dans la réglementation du passage du régime syndical socialiste au régime syndical fasciste.

Après tous les désastres de la guerre, le fascisme a restitué aux campagnes, l'ambiance d'ordre et de tranquillité indispensable à toute activité économique et spécialement à l'agriculture. La terre est, aujourd'hui, dans les mains du Duce, le levier le plus puissant pour atteindre à la valorisation maximum du territoire. L'Italie fasciste utilise les découvertes des siècles passés et les complète par de vastes expériences, étend les méthodes scientifiques aux productions agricoles, comme elle les a déjà étendues aux industries transformatrices.

Le Gouvernement a surtout donné l'impulsion aux organismes destinés à la propagande et à l'assistance techniques, à l'instruction agraire.

La « Bataille du grain », menée par le chef du gouvernement, est très importante. C'est ainsi que la récolte des céréales est montée de 247 à 276 kilogrammes par habitant. L'Italie a réussi à dépasser, par la production de céréales, le rythme du développement démographique.

La viticulture est également en pleine prospérité. De nouvelles voies s'ouvrent devant l'oliviculture nationale. De plus, l'Italie est la terre des primeurs, la grande serre naturelle de l'Europe, car elle jouit d'un climat favorable à tous les genres de cultures précoces.

Les progrès réalisés dans la fruticulture et l'horticulture ont été considérables, aussi, depuis 1900 mais surtout depuis la guerre.

Durant les années qui précédèrent la catastrophe mondiale, un état de guerre s'était développé entre l'homme et le bois. Par la loi forestière de 1920, le fascisme assure la stabilité du sol en veillant à la bonne conservation et à l'augmentation des bois et des forêts. Elle vise à atteindre, en dernière fin, la régularisation du régime des eaux.

Mais l'impulsion donnée par le gouvernement national à l'agriculture exigeait que fût résolu le problème du crédit agraire. Une réforme rationnelle et profonde de la législation sur le crédit agraire était vivement réclamée. Elle fut mise en pratique par la loi du 29 juin 1927.

Depuis lors, Mussolini a voulu réunir et coordonner, en un unique ministère, celui de l'Agriculture et des Forêts, et cela non seulement dans un but de coordination et de systématique unité directive, mais afin de témoigner que l'agriculture occupe un poste de premier rang dans la vie nationale.

Nous pourrions conclure en répétant ces paroles si vraies (1) : « La vision de ce génial fils des Abruzzes se transforme et se réalise en vie vécue. Dans les champs, le fascisme cherche et trouve les plus pures et les plus fraîches réserves du peuple. Des champs se répand et se diffuse, pour se remplir toujours de plus d'énergie et de poésie, l'âme de la Nation ».

MARIA BIERMÉ.

(1) GIACOMO ACERBO.

Les idées et les faits

Chronique des idées

L'éducation scoutiste

Les scouts catholiques belges ont décidé d'organiser dans le pays et spécialement à Bruxelles, une semaine de propagande qui courra du 19 au 26 avril. Si le scoutisme entreprend cette vaste démonstration sur les points principaux de la Belgique, c'est qu'il veut apparaître dans sa vérité à l'opinion publique à laquelle il en appelle des préjugés répandus contre lui. Il veut faire éclater à tous les yeux son but, ses aspirations, son idéal, étant intimement persuadé que pleine justice lui serait rendue s'il était bien connu, si ses originalités de méthode, au premier abord déconcertantes, peut-être, recevaient une loyale interprétation. Exactement pris pour ce qu'il est en réalité, le scoutisme s'avérera une chevalerie nouvelle, un système original et puissant d'éducation morale et civique.

Je voudrais contribuer, pour une modeste part, à dissiper certaines préventions qui obscurcissent le jugement de pas mal d'excellents catholiques au sujet de la pratique scoutiste. L'occasion m'en fut offerte déjà par le Jamboré mondial de Soukenhead, en 1929, et on a bien voulu m'en savoir gré. Je ne viens pas cependant le répéter ici, mais apporter un témoignage renouvelé par l'observation et l'expérience.

La grosse objection articulée contre le scoutisme, c'est qu'il est anti-familial, parce qu'il éloigne les jeunes gens du foyer. J'ai

écrit ici même que j'en serais adversaire, s'il portait préjudice à la famille. Toute réforme sociale, en effet, qui la méconnaît, qui l'ignore, simplement, ou pis encore, qui la contrarie, l'entrave, la contrecarre, est funeste, elle manque son but primordial : l'épanouissement de la famille, cellule du corps social, réservoir de toutes les énergies, principe vital. Mais il importe de se garder d'une étroitesse de vues qui sacrifierait l'essentiel à l'accessoire, l'avenir au présent, la réalité à l'ombre. L'essentiel, c'est l'heureuse formation du jeune homme en vue de la création d'un foyer, c'est l'éducation réellement *familiale*, parce qu'elle est faite du respect, de la soumission à l'autorité des parents, parce qu'elle prépare dans le jeune scout le père de famille. L'essentiel, c'est donc l'éducation scoutiste qui fait de l'obéissance un devoir sacré, du dévouement, envers les siens d'abord, une tâche quotidienne, et d'autre part, dresse le sizenier dans sa meute à l'égard des louveteaux, le chef de patrouille vis-à-vis de son groupe, à prendre des responsabilités, à guider, surveiller, entraîner, bref à devenir un chef, une personnalité, dans toute la belle acception du mot, partant, à exercer un jour les nobles fonctions de père et d'époux.

Tout observateur consciencieux de la vie scoutiste reconnaîtra que le scoutisme est l'école par excellence de la vie familiale considérée dans ce qu'elle a d'essentiel. Ce qui est secondaire, c'est la présence du jeune homme dans le milieu familial et j'estime que M. Guérin Desjardins, commissaire national des « Eclaireurs unionistes de France » était absolument dans le vrai, quand, au Congrès de l'École des parents, de décembre 1930, il tenait ce langage : « Je

vous assure que le problème, à notre époque, n'est plus de tenter d'emprisonner le jeune homme et la jeune fille dans leur milieu familial. Le grand problème, c'est de se dire : avec qui sortiront-ils, et pour quoi faire ?

Il ne s'agit pas de remonter le torrent de la coutume, et de prétendre refaire le milieu domestique claustral d'antan. Obéissant à l'esprit de groupement et à tous les appels du dehors, enfants et jeunes gens s'organisent partout en toutes espèces de groupes. Si personne n'est là pour les guider, pour canaliser ce courant, ils se réuniront avec n'importe qui. Parfois, cela peut tourner bien, souvent, cela tourne mal, voire au drame. « Je pense au tribunal des enfants, dit le conférencier précité, on n'y rencontre guère de voleur isolé. Le petit gamin, qui est amené au tribunal, fait généralement partie d'une bande. »

Or, le scoutisme utilise cette tendance. Il entraîne à la création d'un groupement salubre. « Tu vas te grouper avec de bons camarades, en *patrouille*; vous serez des Lions, des Renards, des Sangliers, etc. Vous aurez un fanion, une couleur sur l'épaule; des traditions, des signes secrets. »

Et voilà l'irrésistible tendance orientée vers le bien, détournée du mal!

* * *

Le préjugé que je combats naît d'une erreur psychologique assez répandue, laquelle, confondant l'acte avec la tendance, l'*habitus*, s'imagine avoir raison de la tendance par la simple prohibition de l'acte mauvais. Vous aurez beau vous en prendre à l'acte, retrancher le fruit mauvais, l'instinct qui en est la racine, subsiste et continuera à produire ses fruits. Ce que la psychologie enseigne c'est que ne pouvant déraciner la tendance, extirper l'*habitus*, il importe de la diriger, de l'orienter vers une saine activité. En réalité, ces instincts, ces passions sont neutres, susceptibles de pousser à la vertu ou au vice, suivant la direction qu'on leur donne. Telle est la valeur de la pédagogie scoutiste, elle s'empare de ces tendances pour leur donner une satisfaction légitime en les aiguillant vers le bien. Le scoutisme pratique l'utilisation des forces instinctives de l'adolescent, à l'instar de l'utilisation des forces physiques, de l'eau, de l'électricité, qui sont des puissances de vie ou de mort, par le génie humain appliqué à l'industrie.

Dans la conférence qu'il a faite au Congrès de l'Ecole des parents, M. Guérin Desjardins passe en revue quelques-unes de ces tendances noblement et habilement dirigées par la méthode éducative des scouts. Après la tendance au groupement dont nous venons de parler, il signale l'amour du panache, de l'uniforme distinctif qui peut faire des vaniteux ou des braves; le besoin de mouvement, le besoin de crier qui peut faire des tapageurs, des brailleurs, ou des vaillants à l'effort, des disciplinés, des éclaireurs, criant en ordre et au signal; le besoin d'activité qui peut faire des démolisseurs ou des travailleurs manuels. Ainsi en va-t-il de cette tendance dangereuse qui s'appelle le goût de l'aventure, la passion de l'extraordinaire, qui peut donner naissance à des aventuriers ou à des explorateurs. La tendance à la lutte qui peut produire la brutalité est satisfaite et réglée dans la troupe scoutiste par l'émulation, la compétition intelligente de meute à meute, de *patrouille* à *patrouille*. Une des plus curieuses propensions de l'âme juvénile, c'est de « faire l'homme », de s'affirmer. Elle peut s'extérioriser par des effets funestes, même criminels : il y a des jeunes qui se revanchent de l'effacement auquel les réduit une éducation domestique trop oppressive en sacrant comme des démons, en commettant des vols pour affirmer audacieusement leur *moi*. Le scoutisme conjure ces excès en donnant une juste importance aux différents chefs de la hiérarchie, en prenant au sérieux leur avis, leurs initiatives dans les groupes respectifs.

* * *

Il n'y a nulle exagération à dire que le plus redoutable instinct de notre nature, l'instinct sexuel, qui peut être la source des plus lamentables corruptions, est assaini dans le scoutisme par le noble amour des petits, la protection paternelle des faibles.

S'il est à notre époque une passion trop souvent désordonnée, c'est bien celle du sport de plus en plus envahissant. Je trouve qu'il nous a bété de plus en plus, qu'il consacre la supériorité de la bête humaine sur l'intelligence et qu'il pousse la stupidité jusques à ériger le boxeur à la hauteur du héros. Il remplace d'ailleurs un prétendu surmenage par un autre encore plus épuisant, il est souvent très incomplet, du simple point de vue physique, puisqu'il développe un muscle au détriment de l'économie générale. Le scoutisme exerce ici une action bienfaisante : par des jeux, des

marches, sa gymnastique libre d'après la méthode Hébert, par la vie de camp, par tout l'ensemble de ses exercices, il cherche à rétablir l'équilibre physique et psychique des enfants, il forme une race saine de plein air s'épanouissant au grand soleil de Dieu.

Un autre de ses bienfaits, issu également de l'utilisation de nos tendances, c'est qu'il substitue à la vision des tableaux artificiels de la vie fournis par le cinéma le spectacle des beautés et des grandeurs de la nature. Le cinéma est un progrès à rebours, étouffant, opprimant, intoxicant, il dégénère en folie. Vive le scoutisme qui arrache pas mal d'enfants, de jeunes gens, à ces salles insalubres, et trop souvent corruptrices pour les baigner dans les effluves des vastes plaines et des grands bois.

C'est une génération de véritables amis des champs et de poètes, qui sortira des troupes scoutistes. Robert Gamzon a observé les scouts à la campagne, il a constaté que les petits citadins s'initient de plus en plus aux choses de la nature, ils savent aussi bien que les petits paysans que le chêne ne perd ses feuilles qu'au printemps, ils connaissent l'endroit où niche le pivert, ils savent appeler la pie ou la corneille. Il connaît une *patrouille*, qui prépare en hiver des nids artificiels, et il a vu la joie des scouts retrouvant « leur » nid occupé par « leurs » chardonnerets ou « leurs » troglodytes. Il a compris pourquoi tel ancien fanatique du cinéma, l'abandonne et court aux champs.

Qu'on ne m'accuse pas de m'attarder à des détails dont toute éducation est faite. Je ne puis oublier que le scoutisme, notre scoutisme catholique poursuit de hautes visées et qu'il entend avant tout répondre au plus noble instinct de notre race : le besoin d'idéal par sa Loi, par la Promesse, par la pratique de la B. A.

L'honnête homme, l'homme d'honneur, fidèle, loyal, intègre, corps et âme dévoué à la faiblesse, passionné pour toutes les grandes œuvres, la famille, la Patrie, l'homme vaillant qui affronte la vie sans se laisser abattre par l'obstacle, l'homme maître de soi pour exercer la maîtrise sur les autres : tel est le modèle, le type qu'il propose à ses adeptes. Il possède la vérité pédagogique, il faut qu'il triomphe!

J. SCHYRGENS.

Les plus Belles Récoltes
- s'obtiennent par le -
Sulfate d'Ammoniaque
le meilleur Engrais Azoté.

Sulfate d'Ammoniaque
OrdinaireSulfate d'Ammoniaque
Riche-Neutre

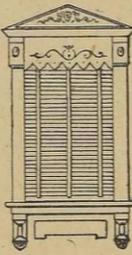
Le Comptoir Belge des Engrais Azotés
8, RUE DE SUISSE, A BRUXELLES

groupe les principaux
producteurs de sulfate
d'ammoniaque de
Belgique.

**POÊLES
GODIN**
COLIN & C^{ie}
158 Quai des Usines, à BRUXELLES
Usine à Guise (AISNE) FRANCE
MAGASIN D'ÉCHANTILLONS à AMSTERDAM, 20-22, AMSTEL 714

Société Anonyme **INLAN** Gand Rue St-Pierre-Alost, 24-26
GRANDE BLANCHISSERIE A VAPEUR
Industrie spécialisée de Nettoyage et Lavage à neuf
REPASSAGE SOIGNÉ
Téléphone 2431 — Compte-Ohèque 142.65
3 Séries de service
I LAVAGE REPASSAGE REPARATION
II LAVAGE REPASSAGE MECANIQUE
III LAVAGE SEULEMENT SECHE
Spécialité pour COUVENTS et PENSIONNATS 681

CHARBONS ET VOITURAGES
Jos. MOSTINCK & Fils
30a38, Rue de la Gare
ETTERBEEK-CINQUANTAIRE
Téléph. 314.88 Téléph. 314.88
SOINS-CÉLÉRITÉ-CONSCIENCE SONT APPORTÉS à TOUS LES ORDRES
La maison s'occupe spécialement des travaux de déchargement, transport et mise en cave des charbons que sa clientèle reçoit directement des charbonnages. Un plan bascule pourvu par le gouvernement se trouve à la disposition des clients, en nos magasins

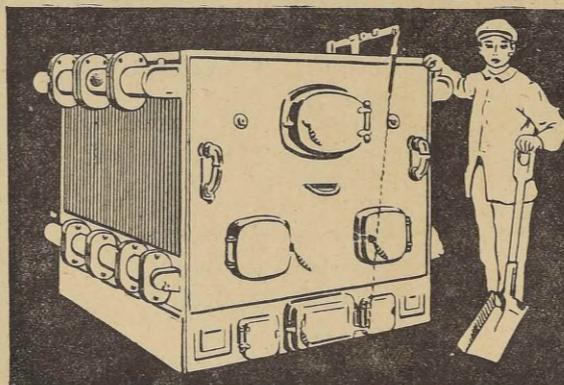
VOLETS LEGERS ET JALOUSIES

Stores Hindous. — Ombres pour ombrager les Serres — Treillages décoratifs en Lattis
Réparations. — Peinture. — Remise à neuf.
DEVIS GRATUITS SUR DEMANDE.
J. VAN EYCKEN
21, chaussée de Louvain
BRUXELLES Tél. 17.27.16 7

CHAUFFAGE CENTRAL DE TOUS SYSTÈMES
DISTRIBUTION D'EAU CHAUDE
RADIATEURS - CUISINIÈRES - CHAUFFE-BAINS A GAZ
L. Albert & Xhenseval Frères
SPÉCIALISTES
Maison de Premier Ordre Nombresuses Références
Bureaux : 21, rue Lambert-le-Bègue
Téléphone 12468 LIÈGE 703

CHARBONS, COKES, BRIQUETTES, BOULETS

ALBERT BRACKE-CAMPENS
Téléph. 10603
Quai du Compromis, 21 et 22, GAND

GROS DÉTAIL 802



Chauffage central
LES CHAUDIÈRES
"ANTVERPIA"
INCOMPARABLES
pour charbons 10/20, mazout
ROUTE MILITAIRE 143
Mortsel.

Demandez Catalogue